TM

tremplin le mag

N°45 - MARS 2025



TREMPLIN
sécurité défense

TREMPLIN IEP

STAGES INTENSIFS TREMPLIN

Travaillez et consolidez vos connaissances en questions contemporaines, histoire et en anglais grâce au livret, à la masterclass, aux cours, exercices, ateliers d'écriture, etc.



Stage de la Toussaint*

Stage de Noël*

Stage de Février**

En distanciel, en visioconférence.

En présentiel dans les villes des 7 Sciences Po du réseau ScPo :
Aix-en-Provense, Lille, Lyon, Rennes, Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg et Toulouse.

* Les stages de la Toussaint et de Noël se déroulent exclusivement en distanciel et sont réservés uniquement aux élèves de Terminale.

** Le stage de février est ouvert aux élèves de Première (en distanciel) ainsi qu'aux élèves de Terminale (en distanciel et en présentiel).

Retrouvez toutes les informations sur le site internet Tremplin IEP

Les places sont limitées, réservez la votre dès maintenant !

S'inscrire

Editorial

En ce début d'année 2025, le monde semble vivre un de ces moments de recomposition géopolitique qui construit l'histoire. Le monde né en 1945, reposant sur une alliance forte entre les États-Unis et l'Europe est fragilisé. A l'inverse, un rapprochement entre les États-Unis et la Russie se met en place à la faveur des négociations de paix en Ukraine. Le 24 février, les deux puissances ont d'ailleurs voté conjointement une résolution demandant la fin du conflit en Ukraine, sans dénoncer l'agression russe. Le fiasco de la rencontre entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky illustre par ailleurs ce rapprochement entre les États-Unis et la Russie alors que les Européens tentent désormais de prendre en main leur propre sécurité.

En France, ce numéro de *Tremplin Le Mag* est centré sur des questions démographiques. Notre pays connaît depuis 2011 un recul du nombre de naissances, à l'instar d'autres pays développés et émergents. Cette baisse de la natalité aggrave encore plus la question du financement des régimes de retraite, alors que se joue une renégociation entre les partenaires sociaux. L'immigration pourrait apparaître comme un recours pour répondre à ce besoin de main d'œuvre, mais la politique migratoire française est mue par une logique de durcissement qui répond essentiellement à des enjeux identitaires. Certains voient en l'Intelligence artificielle un remède contre ce déclin pour faire face à la baisse du nombre de personnes en âge de travailler.

Alors que nous commémorons cette année les 80 ans de la création de la Sécurité sociale en France, *Horizon Sciences Po* vous permet de découvrir deux nouvelles références citées dans la bibliographie du réseau ScPo. La sociologue Colette Bec met en perspective les valeurs portées par la protection sociale dans un ouvrage de réflexion publié en 2014, *La Sécurité sociale. Une institution de la démocratie.* Dans la collection Repères, *Le système français de protection sociale* permet quant à lui de réfléchir au fonctionnement et au rôle social joué par les dispositifs de protection sociale, autant de mesures qui contribuent au maintien de l'unité de la société française.

UNE RÉALISATION LES TREMPLINS

Tremplin Le Mag est une revue d'actualité et de culture générale portant à la fois sur des enjeux militaires et des questions de société. A travers une approche synthétique, elle vise à permettre un suivi de l'actualité internationale et nationale, tout en ouvrant vers des articles parus dans la presse généraliste. Un troisième moment permet d'élargir la réflexion en abordant une actualité moins chaude.

VN PARTICIPATIONS
42 RUE DEYRIES
33800 BORDEAUX

TÉL : 05.33.49.01.80
contact@trempliniep.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Thierry CORDE

COMITÉ DE RÉDACTION
Florent VANDEPITTE

AUTEURS
Arnaud LE GARS - Vincent BIENSTMAN - Alice TRUEL - Louis ROSSIGNOL

PHOTOS
Vue satellite. (Nasa) - Arc de triomphe. (Unplash) - Vue satellite. (Nasa) - Sergueï Lavrov (dr.) à Riyad lors d'une réunion visant à relancer une relation au plus bas depuis l'invasion russe de l'Ukraine (Evelyn Hockstein/AFP) - Carte Le vote à l'Assemblée générale des Nations Unies du 24 février 2025 sur la résolution demandant la fin du conflit en Ukraine (Nations unies) - Le président de l'Ukraine, Volodymyr Zelensky, et son homologue américain, Donald Trump, lors de leur négociation houleuse devant les caméras, vendredi 28 février dans le bureau ovale à la Maison Blanche (Jabin Botsford/Washington post) - La photo de famille de la rencontre de Londres, dimanche 2 mars, en soutien au président Zelensky après son clash de Washington (Justin Tallis/AFP) - Friedrich Merz, leader de la CDU et candidat au poste de chancelier, lors de la soirée électorale des élections fédérales allemandes au siège de la CDU à Berlin, Allemagne, le 23 février 2025 (Jakub Porzycki/Imago) - Carte Elections fédérales en Allemagne (Courrier International) - Le président roumain Klaus Iohannis, qui n'a pas de successeur, annonce sa démission sous la pression des populistes qui le menaçaient de destitution. Les nouvelles élections se tiendront en mai (AP) - En RDC, les ressources naturelles attisent la convoitise depuis des décennies. La mine de coltan de Rubaya est, depuis le printemps 2024, dans les mains du Rwanda via ses protégés congolais, les rebelles du M23 (Véronique de Viguerie/Scoop) - Carte de la région du Kivu à l'est de de la République démocratique du Congo et à la frontière du Rwanda (TV5 monde) - Couverture de *Le cauchemar américain ou l'affrontement de somnambules,* Nathan Juste - Couverture de *Géopolitique de l'intimidation, seuls face à la guerre?* Frédéric Charillon - Drapeaux français (Pxhere) - Emmanuel Macron lors de la conférence de presse du 16 janvier 2024 sur le réarmement démographique - Une baisse continue des naissances dans le monde - François Bayrou lors de son discours de politique générale du 14 janvier 2025 (RTL) - Une manifestation contre la réforme des retraites en 2023 (Le parisien) - Le Ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau (Le parisien) - Une embarcation de migrants à destination de Mayotte (gendarmerie) - Les chefs d'Etat lors de la conclusion du Sommet de l'IA (gomet) - Les travailleurs précaires au service des IA (radio france) - L'obésité en hausse dans l'ensemble de la population - Les cancers infantiles en augmentation (static actu) - Buste (Unplash) - Couverture *La sécurité sociale. Une institution de la démocratie,* Colette Bec - *Couverture Le système français de protection sociale,* Jean-Claude Barbier, Michael Zemmour, Bruno Théret

Tous droits de reproduction, même partielle, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays.



TREMPLIN LE MAG

Revue d'actualité et de culture générale

ACTUALITÉ INTERNATIONALE..... 6

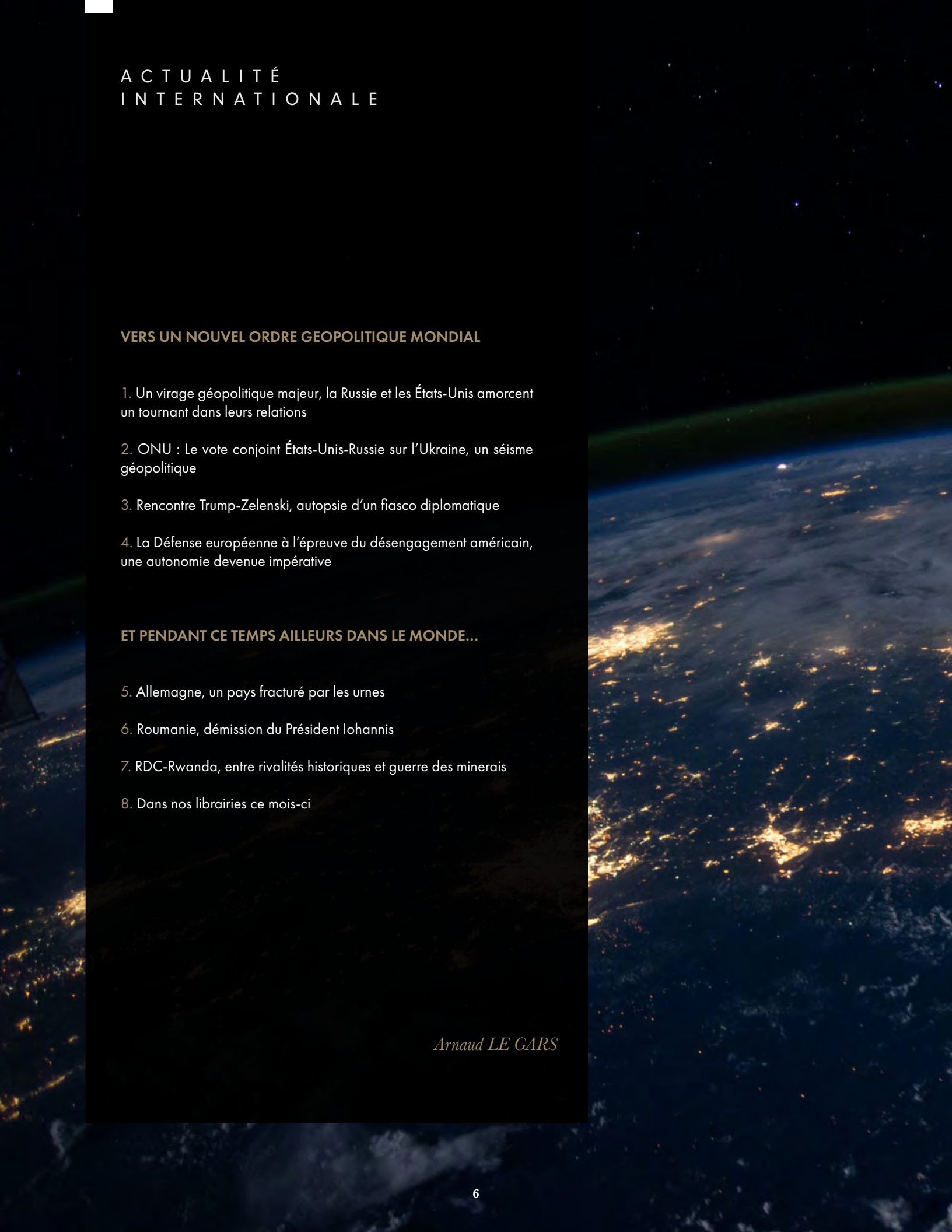
ACTUALITÉ NATIONALE..... 22

HORIZON SCIENCES-PO

- *La Sécurité sociale. Une institution de la démocratie* (2014), Colette Bec 37

- *Le système français de protection sociale* (2021) Jean-Claude Barbier, Michaël Zemmour, Bruno Théret 39

ACTUALITÉ INTERNATIONALE



VERS UN NOUVEL ORDRE GEOPOLITIQUE MONDIAL

1. Un virage géopolitique majeur, la Russie et les États-Unis amorcent un tournant dans leurs relations

2. ONU : Le vote conjoint États-Unis-Russie sur l'Ukraine, un séisme géopolitique

3. Rencontre Trump-Zelenski, autopsie d'un fiasco diplomatique

4. La Défense européenne à l'épreuve du désengagement américain, une autonomie devenue impérative

ET PENDANT CE TEMPS AILLEURS DANS LE MONDE...

5. Allemagne, un pays fracturé par les urnes

6. Roumanie, démission du Président Iohannis

7. RDC-Rwanda, entre rivalités historiques et guerre des minerais

8. Dans nos librairies ce mois-ci

Arnaud LE GARS

VERS UN NOUVEL ORDRE GEOPOLITIQUE MONDIAL

Une atmosphère rappelant les années 1930 s'installe progressivement dans le monde. Les grandes alliances qui ont longtemps garanti une relative stabilité internationale vacillent sous l'effet d'attaques hybrides de plus en plus sophistiquées, contre lesquelles aucune riposte claire ne semble possible.

L'OTAN et l'Union européenne, piliers de l'ordre occidental, sont minées de l'intérieur par des figures populistes et ultra conservatrices (Orban, Fico, Kickl, Wilders, Farage, Le Pen, Weidel, Trump) dont les positions semblent bien plus proches des régimes autoritaires que des idéaux démocratiques qu'ils prétendent représenter. Que signifie l'attitude de Donald Trump lorsqu'il qualifie Volodymyr Zelensky de dictateur tout en multipliant les propos élogieux envers Vladimir Poutine ? Il nous impose une responsabilité : rappeler des vérités essentielles.

L'Ukraine est une démocratie en temps de guerre, ce qui rend la tenue d'élections impossible. La Russie est l'agresseuse, l'Ukraine l'agressée. Elle se tourne vers l'Union européenne et l'OTAN, une orientation inacceptable aux yeux de son voisin russe. À l'inverse, la Russie de Vladimir Poutine s'est muée en dictature, mettant en scène des élections sans véritable opposition, supprimant toute forme de contre-pouvoir et persécutant ses opposants, parfois jusqu'à la mort. N'oublions jamais Alexeï Navalny, Boris Nemtsov ou encore Anna Politkovskaïa.

L'ONU, autrefois le temple du multilatéralisme, est reléguée à un rôle strictement humanitaire, incapable d'exercer la moindre influence sur les grands conflits qui secouent la planète. En quelques mois, la situation s'est considérablement dégradée. L'information est parasitée par une marée de désinformation et de discours haineux qui fracturent les sociétés. Le racisme et les extrémismes, sous toutes leurs formes, se banalisent à une vitesse inquiétante. Ce qui, il y a peu, aurait été jugé inacceptable est désormais normalisé. Des plateformes comme X (anciennement Twitter) sous la direction d'Elon Musk, et désormais Meta sous l'influence de Mark Zuckerberg, offrent à Trump et à ses soutiens un accès sans entrave à la propagande la plus agressive et manipulatrice.

Les crises internationales s'enchaînent et s'intensifient. En Ukraine, l'élan de solidarité initial s'effrite alors que l'aide américaine est suspendue, laissant le pays plus vulnérable que jamais face à l'agression russe. À Gaza, le conflit israélo-palestinien a atteint un niveau de violence insoutenable, tandis que les États-Unis, en soutenant Israël sans réserve, s'éloignent de la diplomatie et du respect des droits de l'Homme. Le droit international semble désormais une variable d'ajustement, invoqué quand il sert des intérêts stratégiques, ignoré lorsqu'il devient contraignant.

Nous nous trouvons sans doute à l'aube de bouleversements d'une ampleur inédite, qui redessineront en profondeur l'équilibre mondial – et plus encore celui de l'Occident. Ce à quoi nous assistons aujourd'hui n'est peut-être qu'un prélude à une période bien plus sombre encore, retour sur un mois de février où le monde voit les grands équilibres mondiaux, instaurés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, se fracturer, nous rappelant que « la paix n'est que l'intervalle entre deux guerres » (Jean Giraudoux).



De hauts responsables américains et russes, menés par les chefs de la diplomatie, Marco Rubio (g.) et Sergueï Lavrov (dr.) à Riyad lors d'une réunion visant à relancer une relation au plus bas depuis l'invasion russe de l'Ukraine.

ALLER PLUS LOIN...

ARTE: Entente États-Unis-Russie, une rupture historique ?

UN VIRAGE GÉOPOLITIQUE MAJEUR,LA RUSSIE ET LES ÉTATS-UNIS AMORCENT UN TOURNANT DANS LEURS RELATIONS

Washington se retire progressivement du conflit ukrainien, laissant place à une réorganisation des alliances mondiales.

Le 18 février 2025, une rencontre historique entre Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères russe, et Marco Rubio, secrétaire d'État américain, a eu lieu en Arabie Saoudite. Ce sommet, marqué par l'absence de l'Ukraine et des pays européens, symbolise un réalignement stratégique majeur. Alors que les États-Unis mettent fin à leur soutien militaire à Kiev, Moscou et Washington semblent amorcer une nouvelle dynamique dans leurs relations, avec des conséquences majeures pour l'ordre mondial.

Un contexte historique marqué par la rivalité et l'opposition

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les relations entre les États-Unis et la Russie ont été marquées par des tensions constantes. La Guerre froide (1947-1991) a opposé les deux superpuissances dans une lutte idéologique et militaire. Avec l'effondrement de l'URSS en 1991, la Russie a perdu son statut de grande puissance, tandis que les États-Unis ont consolidé leur domination sur l'ordre international. L'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir en 2000 a marqué un tournant pour la Russie, qui a cherché à retrouver une influence sur la scène mondiale. L'expansion de l'OTAN vers l'Europe de l'Est, les conflits en Géorgie (2008), en Syrie (2011) et surtout l'annexion de la Crimée en 2014 ont aggravé les tensions avec Washington. La guerre en Ukraine, déclenchée en 2022 par l'invasion russe, a accentué cette fracture, cristallisant la confrontation entre les blocs occidental et russe.

La guerre en Ukraine : un point de rupture pour Washington

Depuis le début du conflit, les États-Unis ont joué un rôle clé dans le soutien à l'Ukraine, en fournissant des milliards de dollars d'aide militaire et économique. L'objectif était double : affaiblir la Russie tout en protégeant l'intégrité territoriale ukrainienne. Cependant, au fil du temps, ce soutien a suscité des

débats aux États-Unis, notamment en raison du coût financier et de l'absence de percées décisives sur le terrain militaire. Face à un front militaire stagnant et à des tensions internes aux États-Unis, Donald Trump a pris une décision radicale : suspendre son assistance militaire directe à l'Ukraine. Ce retrait (provisoire ?) s'accompagne d'une demande de concessions sur les minerais ukrainiens s'apparentant ni plus ni moins à un chantage de la part de la nouvelle administration américaine. Cette décision, perçue comme un abandon par Kiev, pourrait redéfinir l'équilibre des forces en Europe.

La rencontre Lavrov - Rubio a scellé une nouvelle dynamique lors d'un sommet inédit en Arabie Saoudite et la tenue de cette réunion est hautement symbolique. Riyad joue depuis plusieurs années un rôle de médiateur dans les conflits internationaux, et ses relations avec Washington et Moscou en font un acteur-clé du dialogue entre les deux puissances. Le choix de ce lieu suggère que les discussions ne se limitent pas à l'Ukraine, mais englobent également des questions énergétiques et stratégiques plus larges.

Côté russe, Moscou cherche à obtenir une reconnaissance implicite de ses gains territoriaux en Ukraine et à desserrer l'étau des sanctions économiques. Vladimir Poutine voit dans ce dialogue un moyen de rétablir une certaine stabilité avec Washington tout en consolidant sa position. Côté américain, L'administration Rubio souhaite réorienter la politique étrangère des États-Unis vers la Chine, perçue comme la menace stratégique principale. En mettant fin au soutien à l'Ukraine, Washington espère se libérer de ce fardeau pour se concentrer sur la rivalité sino-américaine.

Quelles conséquences pour l'Ukraine et l'Europe ?

La fin du soutien militaire américain est un coup dur pour l'Ukraine. Privé de son principal allié, le gouvernement ukrainien pourrait être contraint d'accepter des négociations avec Moscou dans des conditions défavorables. Ce changement pourrait également affecter le moral des forces ukrainiennes et compliquer davantage la situation sur le terrain. Par ailleurs, l'absence des pays européens à la réunion Lavrov - Rubio envoie un signal inquiétant. Alors que l'Union européenne a été en première ligne du soutien à l'Ukraine, elle se retrouve écartée des grandes décisions diplomatiques. Cette situation soulève des questions sur l'autonomie stratégique de l'Europe et sa capacité à peser dans les conflits internationaux sans l'appui de Washington.

La rencontre entre Sergueï Lavrov et Marco Rubio, marque-t-elle le début d'une nouvelle ère dans les relations internationales ? Si elle ne signifie pas une réconciliation totale entre Moscou et Washington, elle témoigne d'une volonté commune de redéfinir les règles du jeu géopolitique. Le retrait progressif des États-Unis d'Ukraine, combiné à l'émergence d'une diplomatie plus pragmatique entre les grandes puissances, pourrait inaugurer un rééquilibrage des forces sur la scène mondiale. L'Europe, quant à elle, doit désormais repenser son rôle et son autonomie pour ne pas rester spectatrice de ces évolutions majeures.

L'année 2025 pourrait ainsi marquer un tournant décisif dans l'ordre mondial, où les alliances se redessinent et les priorités stratégiques se réajustent face à de nouveaux défis. ◆

ONU : LE VOTE CONJOINT ÉTATS-UNIS-RUSSIE SURL'UKRAINE, UN SÉISME GÉOPOLITIQUE

ALLER PLUS LOIN...

- Arte, le dessous des cartes: ONU, le vote Washington-Moscou

Le 24 février 2025 restera une date clé dans l'histoire des relations internationales. Lors d'un vote à l'ONU concernant la guerre en Ukraine, les États-Unis et la Russie ont surpris le monde en adoptant une position commune. Cette décision marque un tournant historique, symbolisant non seulement un rapprochement inattendu entre Washington et Moscou, mais aussi une désolidarisation inquiétante des États-Unis vis-à-vis de leurs alliés européens. Ce basculement de la politique américaine constitue une rupture majeure dans la relation

transatlantique, mettant l'Europe face à une réalité brutale : elle ne peut plus compter sur l'appui indéfectible des États-Unis. Ce choc diplomatique soulève également une question cruciale : sommes-nous en train d'assister à la naissance d'un nouvel ordre mondial ?

Lors de l'Assemblée générale de l'ONU, une résolution visant à réaffirmer le soutien international à l'Ukraine et à condamner l'agression russe a été présentée. À la stupeur générale, les États-Unis ont voté aux côtés de la Russie contre cette résolution, qui a néanmoins été adoptée avec 93 voix pour, 18 contre et 65 abstentions.

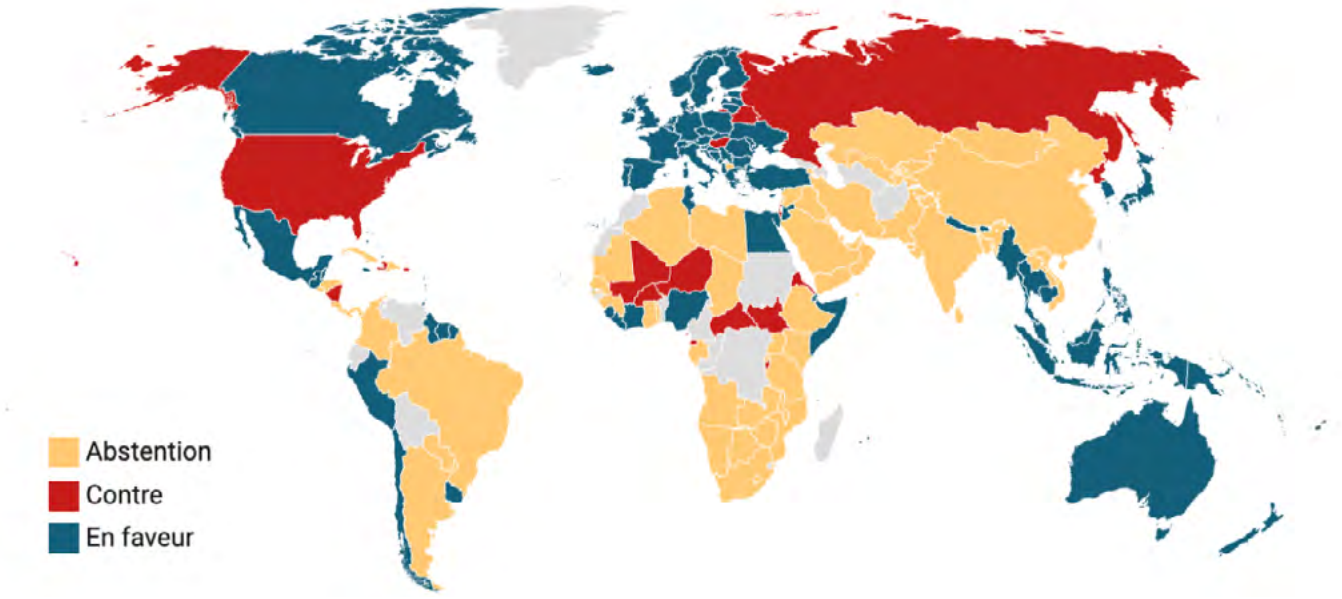
Ce revirement est le fruit de discussions en coulisses entre les deux nations. Le président américain Donald Trump a annoncé qu'un accord sur l'exploitation des ressources minières ukrainiennes était imminent, marquant une coopération économique inédite entre Washington et Moscou. Par ailleurs, il a affirmé que la Russie ne s'opposerait pas à la présence de troupes européennes en Ukraine après un cessez-le-feu, modifiant ainsi la dynamique sécuritaire dans la région. Autre fait marquant : Trump a refusé de qualifier Vladimir Poutine de « dictateur », réservant ce terme au président ukrainien Volodymyr Zelensky. Cette inversion des qualificatifs souligne un changement notable dans les alliances et les perceptions américaines.

Cette décision est également dictée par les nouvelles priorités géopolitiques des États-Unis. Trump considère désormais que l'ennemi principal n'est plus la Russie, mais la Chine. Washington préfère ainsi consacrer ses ressources à contrer l'influence chinoise en Asie et dans le Pacifique plutôt qu'à soutenir un conflit en Europe.

Ce changement stratégique a eu un effet immédiat : il a laissé les Européens dans une position inconfortable, les forçant à revoir leur propre posture vis-à-vis du conflit ukrainien. Pendant des décennies, les États-Unis étaient perçus comme le garant ultime de la sécurité du Vieux Continent. Avec ce vote à l'ONU, ce soutien semble désormais incertain.

Ce vote ne constitue pas seulement un repositionnement géopolitique des États-Unis, mais il marque une rupture majeure dans la relation transatlantique, la fin d'un cycle. Depuis 1945, l'Europe et les États-Unis formaient un bloc uni, garant de la stabilité de l'Occident. Aujourd'hui, cette unité est brisée, plusieurs éléments viennent expliquer ce changement. Depuis son retour à la Maison-Blanche, Donald Trump a poursuivi sa ligne directrice fondée sur la primauté des intérêts américains. Sa politique isolationniste repose sur une remise en question des engagements internationaux des États-Unis, considérés comme un fardeau économique et stratégique. Cette approche s'est traduite par un désengagement progressif des grandes institutions internationales et une réduction de l'implication militaire américaine à l'étranger. Le soutien traditionnel des États-Unis à l'Europe, pierre angulaire des relations transatlantiques depuis la Seconde Guerre mondiale, a été ébranlé par cette volonté de recentrer les ressources sur des priorités internes. En conséquence, l'Europe se retrouve confrontée à un dilemme : continuer à espérer un retour à la coopération d'antan ou à accélérer sa quête d'autonomie stratégique pour ne plus dépendre du parapluie militaire américain.

Le vote à l'Assemblée générale des Nations Unies du 24 février 2025 sur la résolution demandant la fin du conflit en Ukraine



Puis, au-delà du repli nationaliste, un facteur clé explique le changement de posture des États-Unis : l'émergence de la Chine comme rival stratégique majeur. Pour Washington, Pékin représente désormais la principale menace économique, technologique et militaire à long terme. Alors que la Russie était perçue comme l'ennemi historique de l'Occident, l'administration Trump a progressivement réévalué cette position. Moscou, bien que toujours influente sur la scène internationale, ne constitue plus une menace existentielle pour la suprématie américaine. En revanche, la Chine, avec son expansion économique agressive, ses ambitions militaires croissantes et son influence en Asie et en Afrique, est devenue la priorité absolue de Washington. Cette nouvelle doctrine a entraîné un désengagement progressif du théâtre européen. L'Ukraine, autrefois considérée comme un rempart stratégique face à la Russie, ne bénéficie plus du même niveau d'attention. Le conflit ukrainien, vu depuis Washington, apparaît comme une distraction par rapport aux enjeux cruciaux du Pacifique.

Ces dynamiques traduisent un basculement profond de l'ordre mondial. L'alignement stratégique des États-Unis sur leurs intérêts nationaux, leur recentrage sur la Chine et leur lassitude face à l'Ukraine obligent l'Europe à revoir son positionnement.

Enfin, face à ce désengagement américain, l'Europe doit tirer les leçons de cette rupture et renforcer son autonomie stratégique. La nécessité de développer une défense européenne indépendante, d'investir massivement dans l'innovation technologique et de diversifier ses alliances devient une urgence absolue.

Le monde post-2025 sera marqué par un rééquilibrage des forces, où les États-Unis se tournent vers le Pacifique, laissant l'Europe seule face à ses responsabilités. La question est désormais de savoir si le Vieux Continent saura relever ce défi ou s'il restera un acteur secondaire dans un monde en pleine mutation. ◆

RENCONTRE TRUMP-ZELENSKI, AUTOPSIE D'UN FIASCO DIPLOMATIQUE

La rencontre entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky à la Maison Blanche le 28 février 2025 a tourné au pugilat, marquant un moment de tension diplomatique sans précédent. Ce qui devait être une discussion sur un accord concernant l'exploitation des terres rares ukrainiennes s'est rapidement transformé en un affrontement verbal tendu loin des codes traditionnels de la diplomatie. Trump a accusé Zelensky de manquer de respect envers les États-Unis et de ne pas vouloir la paix, tandis que Zelensky a qualifié Trump de vivre dans un "espace de désinformation" russe. Dès le départ, la rencontre était vouée à l'échec. Un sommet convoqué dans la précipitation sans préparation suffisante, des attentes inégales et une divergence profonde sur les objectifs : tous les ingrédients étaient réunis pour un affrontement.

Deux éléments majeurs devaient structurer les discussions : un accord sur les minéraux stratégiques ukrainiens et une ébauche de solution pour mettre fin au conflit russo-ukrainien. Si le premier semblait en bonne voie avec un texte préparé en amont, le second était loin d'être mûr. Pour Zelensky, les deux dossiers étaient indissociables : pas d'accord minier sans garanties de sécurité. Trump, lui, était prêt à s'engager sur les ressources naturelles, mais demeurait vague sur les enjeux de paix.

Le point de rupture ? Leur vision diamétralement opposée de la paix. Pour Trump, il suffisait d'un cessez-le-feu pour clore le conflit. Zelensky, en revanche, réclamait un accord global, durable et appuyé par des garanties solides.

Autre écueil majeur : le format de la rencontre. Une règle fondamentale de la diplomatie veut que les sujets complexes soient négociés en privé, loin des caméras. Or, si la discussion à huis clos s'est globalement bien déroulée, tout a basculé lorsque les journalistes (pro-Trump) sont entrés en jeu. Poussés par les questions insistantes des médias, Trump et Zelensky ont laissé libre cours à leur confrontation sur la place publique, transformant la rencontre en un véritable duel verbal. L'un des points centraux de cette rencontre était la négociation d'un accord portant sur l'exploitation des terres rares en Ukraine. Washington espérait obtenir des concessions favorisant les entreprises américaines, tandis que Kiev cherchait à renforcer ses ressources financières et son indépendance économique. Cependant, les discussions ont rapidement dégénéré. Selon des

sources proches du dossier, Trump aurait exigé des conditions jugées inacceptables par Zelensky, notamment une mainmise quasi exclusive des entreprises américaines sur l'exploitation de ces ressources stratégiques. En retour, Zelensky aurait exprimé sa volonté d'ouvrir le marché à d'autres partenaires, notamment européens et asiatiques, provoquant la colère de Trump. Si l'échec diplomatique est manifeste, il révèle aussi une mise en scène maladroite, principalement du côté américain. La Maison Blanche, hôte de la rencontre, aurait pu mieux encadrer la situation pour éviter une telle escalade.

Les déclarations de Trump et de son vice-président, J.D. Vance, ont donné l'image d'une superpuissance imposant ses conditions à un pays en guerre, réduisant l'Ukraine à un simple demandeur d'aide. Une realpolitik américaine « mafieuse » perçue comme arrogante et irrespectueuse, notamment face aux sacrifices du peuple ukrainien.

Sur le plan des objectifs, les deux parties sont sorties bredouilles. L'Ukraine espérait garantir un accord minier pour s'assurer du soutien américain et obtenir des garanties de sécurité. Les États-Unis, eux, voulaient s'assurer l'accès à des ressources stratégiques tout en ouvrant la voie à une réduction de leur engagement militaire.

Au final, les tensions ont atteint un niveau critique, Washington a vu son image diplomatique ternie par son approche brutale, violente et Kiev n'a pas réussi à décrocher le soutien attendu. Pourtant, Volodymyr Zelensky se dit cependant toujours disposé à signer un accord. En attendant, il a repris son bâton de pèlerin, direction Londres, pour une rencontre avec ses alliés européens.

Réactions russes, un satisfecit général

La Russie a réagi rapidement à cet échec diplomatique. Le ministère russe des Affaires étrangères a qualifié la visite de Zelensky à Washington d'"échec politique et diplomatique complet". Maria Zakharova, sa porte-parole, a décrit le comportement de Zelensky comme "outrageusement grossier", l'accusant de gouverner par la peur et de maintenir un régime autoritaire. Dmitri Medvedev, ancien président russe et porte-parole du Kremlin, a quant à lui ironisé sur le fait que Zelensky aurait reçu une "solide gifle" de la part de Trump, mettant en avant l'humiliation subie par le président ukrainien. Cette vision russe tend à présenter la rencontre comme une démonstration de la faiblesse de l'Ukraine sur la scène internationale.

Par ailleurs, le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a salué les efforts de Trump pour mettre fin à la guerre, tout en critiquant l'approche européenne, jugée trop belliqueuse et prolongatrice du conflit. Moscou perçoit cet épisode comme un signe de fissure dans l'alliance américano-ukrainienne et espère en tirer profit dans ses négociations futures. ◆



Le président de l'Ukraine, Volodymyr Zelensky, et son homologue américain, Donald Trump, lors de leur négociation houleuse devant les caméras, vendredi 28 février dans le bureau ovale à la Maison Blanche.

ALLER PLUS LOIN...

- TV5 MONDE: Clash entre Trump et Zelensky, l'analyse.
- COURRIER INTERNATIONAL: À la Maison Blanche, Zelensky est tombé tout droit « dans le piège » de Trump et Vance.



ALLER PLUS LOIN...

- FRANCE INTER podcast: L'Europe veut réconcilier Trump et Zelensky mais se prépare à vivre sans l'Amérique
- ARTE: Sommet de Londres, la réponse des Européens

La photo de famille de la rencontre de Londres, dimanche 2 mars, en soutien au président Zelensky après son clash de Washington

LA DÉFENSE EUROPÉENNE À L'ÉPREUVE DU DÉSENGAGEMENT AMÉRICAIN, UNE AUTONOMIE DEVENUE IMPÉRATIVE

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe s'est appuyée sur le parapluie sécuritaire américain, principalement à travers l'OTAN. Les récentes évolutions géopolitiques, marquées par la montée des tensions avec la Russie et le retrait progressif des États-Unis du théâtre européen, soulignent l'urgence pour les Européens de prendre en main leur propre sécurité. La guerre en Ukraine a révélé les failles d'une défense européenne encore trop dépendante de Washington, alors même que le lien transatlantique se fragilise. Dans ce contexte, une Europe de la défense autonome devient une nécessité stratégique, c'est dans ce contexte que se sont réunis, à l'initiative du Premier ministre Britannique, Keir Strrmer, et du Président français, Emmanuel Macron, 15 États européens accompagnés par le Canada et l'Ukraine dont le conflit qu'elle subit depuis 2022 reste au cœur des questions de défense et de sécurité.

Le retrait progressif des États-Unis reste une tendance de fond qui ne remonte pas uniquement depuis le retour de Trump au pouvoir. Lors de la présidence de Barack Obama, le pivot américain vers l'Asie a marqué un changement profond dans la politique étrangère des États-Unis. La montée en puissance de la Chine et la priorité accordée à la région indo-pacifique ont relégué l'Europe au second plan des préoccupations stratégiques américaines. Ce désengagement progressif s'est accentué sous Donald Trump, lors de son premier mandat, qui n'a cessé de remettre en cause l'engagement américain au sein de l'OTAN, exigeant des Européens qu'ils assument une plus grande part du fardeau militaire. Même sous Joe Biden, le soutien à l'Europe est resté conditionnée aux intérêts américains, laissant planer une incertitude sur la pérennité de l'engagement transatlantique. Enfin, l'approche transactionnelle de la diplomatie américaine depuis le retour de Trump et ses critiques répétées contre l'OTAN, laissent entrevoir un possible désengagement total des États-Unis de la défense européenne. Face à cette menace, l'Europe ne peut plus se contenter d'une dépendance sécuritaire devenue précaire.

La guerre en Ukraine a été un révélateur des faiblesses européennes et constituée un électrochoc pour les Européens. Elle a mis en lumière les insuffisances capacitaires des armées européennes et leur dépendance aux États-Unis pour la fourniture d'armements, de renseignements et de logistique. L'aide militaire occidentale, largement dominée par les États-Unis, a permis à Kiev de résister, mais a aussi exposé l'incapacité de l'Europe à défendre son propre continent sans l'appui américain. En 2022, L'Allemagne, longtemps réticente à investir massivement dans la défense, a annoncé un fonds spécial

de 100 milliards d'euros pour moderniser la Bundeswehr. La France, avec sa doctrine de souveraineté stratégique, plaide pour une autonomie européenne, mais peine à convaincre ses partenaires. Cette guerre souligne une réalité brutale : sans une défense européenne unifiée et renforcée, l'Europe restera vulnérable face aux menaces extérieures. Ainsi, pour garantir leur sécurité et préserver leur souveraineté, les États européens doivent accélérer la construction d'une défense commune crédible et efficace. Plusieurs axes de développement sont à privilégier. Des initiatives telles que l'Initiative européenne d'intervention (IEI) et la Coopération structurée permanente (CSP) ont constitué des avancées notables, mais restent encore limitées face aux défis actuels. L'IEI, initiée par la France en 2018, vise à développer une culture stratégique commune et une capacité de réponse rapide aux crises. Quant à la CSP, elle encourage le développement conjoint de projets militaires entre États membres. Toutefois, ces initiatives demeurent insuffisantes sans une véritable structure de commandement unifiée. À ce jour, l'Europe ne dispose pas d'un état-major opérationnel capable de coordonner des interventions militaires sans l'appui de l'OTAN. La création d'un tel organe serait une avancée majeure pour assurer une capacité de réaction rapide et renforcer l'efficacité des forces européennes. Cette structure pourrait notamment superviser des missions de gestion de crises, des opérations de maintien de la paix ou encore la défense des frontières extérieures de l'Union.

La plupart des États européens peinent encore à atteindre l'objectif de 2 % du PIB fixé par l'OTAN, pourtant crucial pour assurer des capacités militaires suffisantes. Une mutualisation des efforts est indispensable pour éviter les redondances et optimiser l'utilisation des ressources. L'Europe doit investir massivement dans l'industrie de défense commune, en favorisant la production de matériels européens plutôt que l'achat de technologies américaines ou israéliennes. Des projets comme le Système de Combat Aérien du Futur (SCAF) ou le char européen MGCS doivent être accélérés pour garantir une autonomie industrielle et technologique.

Développement d'une dissuasion autonome : le rôle central de la France

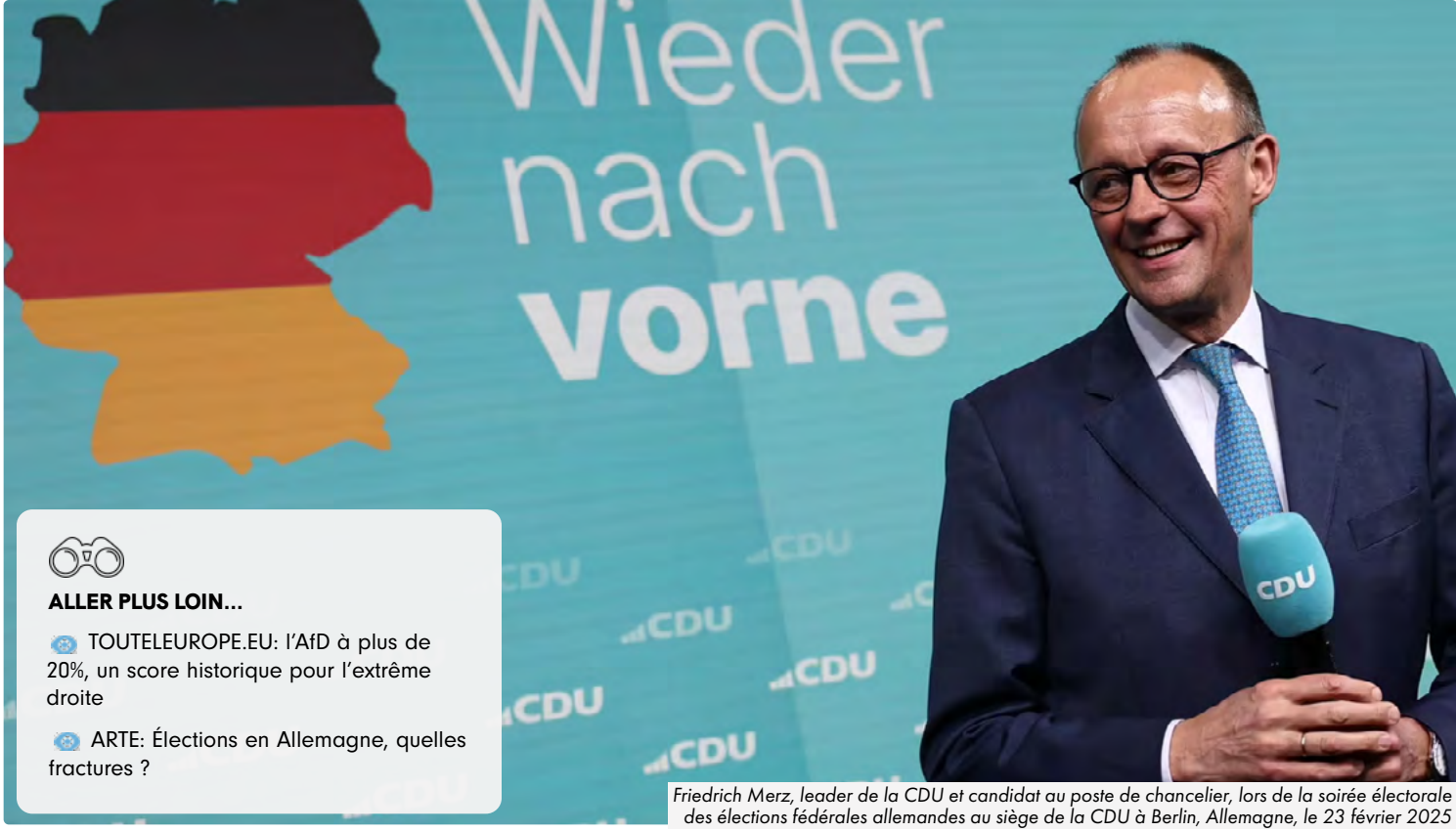
L'Europe ne pourra véritablement atteindre une autonomie stratégique sans une dissuasion militaire crédible. À ce jour, la France est la seule puissance nucléaire de l'Union européenne, ce qui lui confère une responsabilité particulière. Le concept d'une dissuasion européenne partagée a souvent été évoqué, mais reste un sujet sensible. En 2020, Emmanuel Macron avait suggéré que la force de dissuasion française pourrait bénéficier à l'ensemble de l'Europe, sous certaines conditions. Une telle évolution permettrait de garantir la protection du continent indépendamment du parapluie nucléaire américain.

Toutefois, cette approche nécessiterait un consensus entre les États membres, ainsi qu'une refonte des doctrines stratégiques européennes. Une Europe capable de se défendre seule passe également par le renforcement des capacités de cyberdéfense et d'armement conventionnel. Un projet de bouclier antimissile européen pourrait, par exemple, voir le jour pour renforcer la protection contre les menaces balistiques et hypersoniques.

L'autonomie stratégique européenne n'est plus un simple projet idéaliste, mais une nécessité vitale pour assurer la sécurité et l'indépendance du continent. Face aux incertitudes du soutien américain et aux nouvelles menaces, l'Europe doit cesser d'être un simple spectateur de sa propre défense. La coopération renforcée, l'augmentation des budgets militaires et le développement d'une dissuasion autonome sont autant de piliers sur lesquels doit s'appuyer cette construction. L'Union européenne a désormais le choix : rester un protectorat militaire des États-Unis ou devenir un acteur stratégique à part entière. Ainsi, le sommet de Londres du 2 mars 2025 a marqué une étape décisive dans le soutien à l'Ukraine et la refonte de la sécurité européenne face aux défis géopolitiques actuels. Au-delà du cas ukrainien, le sommet de Londres a mis en lumière la nécessité pour l'Europe de renforcer sa propre défense. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a insisté sur l'urgence du réarmement du continent, pointant les lacunes capacitaires et la dépendance excessive vis-à-vis des États-Unis en matière de sécurité. Elle a annoncé la présentation d'un plan global de défense lors du prochain sommet de l'Union européenne, incluant des mesures pour accélérer la production d'armements, améliorer l'intégration des industries de défense européennes et renforcer la coopération militaire entre États membres. Face aux tensions internes et aux incertitudes politiques des États-Unis, les dirigeants européens ont réaffirmé la nécessité d'une unité occidentale forte. Malgré certaines divergences stratégiques, l'objectif commun reste le même : empêcher la Russie d'obtenir des gains territoriaux durables et préserver la stabilité de l'Europe de l'Est.

Dans cette optique, des discussions ont porté sur l'élaboration de garanties de sécurité globales pour l'Ukraine, englobant à la fois le soutien militaire, la survie économique et la résilience institutionnelle. Ces garanties visent à empêcher un retour du conflit une fois un accord de paix signé et à assurer l'intégration progressive de Kiev dans les architectures de défense occidentales.

Le sommet de Londres du 2 mars 2025 illustre la volonté des alliés européens d'intensifier leur soutien à l'Ukraine tout en se préparant à une nouvelle ère sécuritaire et constitue un tournant dans l'architecture de défense européenne. Si la guerre a révélé les faiblesses d'une Europe encore dépendante des États-Unis, elle a aussi déclenché une prise de conscience : l'UE doit renforcer son autonomie stratégique. Entre soutien financier, efforts diplomatiques et réarmement collectif, ce sommet marque une avancée majeure vers une Europe plus souveraine et proactive face aux défis du XXIe siècle. ◆



ALLER PLUS LOIN...

- TOUTELEUROPE.EU: l'AfD à plus de 20%, un score historique pour l'extrême droite
- ARTE: Élections en Allemagne, quelles fractures ?

Friedrich Merz, leader de la CDU et candidat au poste de chancelier, lors de la soirée électorale des élections fédérales allemandes au siège de la CDU à Berlin, Allemagne, le 23 février 2025

ALLEMAGNE, UN PAYS FRACTURÉ PAR LES URNES

Les élections législatives allemandes, de février 2025, organisées à la suite de la démission des ministres libéraux du gouvernement Scholz, ont mobilisé près de 84 % des électeurs. Le scrutin a vu la victoire du bloc conservateur CDU/CSU, dirigé par Friedrich Merz, qui a recueilli environ 28,5 % des suffrages. Ce résultat, bien que solide, ne permet pas au parti de gouverner seul et l'oblige à chercher des alliances. Les grands perdants de ces élections sont les sociaux-démocrates du SPD, menés par Olaf Scholz, qui n'ont obtenu que 16 % des voix, un score historiquement bas qui reflète une sanction électorale sévère. Quant aux libéraux du FDP, leur débâcle est encore plus marquante : avec un peu plus de 4 % des voix, ils ne franchissent pas le seuil de représentation et disparaissent du Bundestag. Les écologistes de Die Grünen enregistrent également une contre-performance, ne rassemblant que 11 % des suffrages, bien en deçà de leurs espérances.

En revanche, les partis situés aux extrêmes ont réalisé des scores remarquables. Die Linke, avec plus de 8 %, parvient à maintenir une présence significative. Mais c'est surtout l'Alternative für Deutschland (AfD) qui crée la surprise en s'imposant comme la deuxième force politique du pays avec près de 21 % des voix. Ce résultat impressionnant s'explique en partie par un soutien médiatique inattendu, notamment de la part d'Elon Musk, propriétaire de X, et du vice-président américain James D. Vance, qui ont ouvertement encouragé la formation nationaliste.

Des résultats électoraux qui redessinent le paysage politique

Avec un score historique, la CDU/CSU, dirigée par Friedrich Merz, a su reconquérir la confiance d'une large partie de l'électorat, s'imposant comme la première force politique du pays. Mais c'est surtout la percée fulgurante de l'AfD qui a marqué les esprits : le parti d'extrême droite, autrefois marginalisé, est devenu la deuxième force politique allemande, mettant en lumière une radicalisation d'une partie de la population. Le SPD, qui gouvernait en coalition avec les Verts et le parti libéral (FDP), a subi une défaite cuisante. Le score historiquement bas du parti de centre-gauche reflète une perte de confiance du peuple allemand dans la gestion économique et sociale du chancelier sortant. Ce désaveu illustre aussi la difficulté des partis traditionnels à répondre aux préoccupations croissantes des citoyens face à l'inflation, à la crise énergétique et à la montée des inégalités.

Une Allemagne de plus en plus polarisée

Le scrutin a mis en évidence des divisions géographiques, sociales et culturelles grandissantes. L'AfD a réalisé ses meilleurs scores dans l'est du pays, notamment en Saxe et en Thuringe, où il dépasse parfois les 30 %. Cette région, anciennement sous domination communiste, affiche depuis plusieurs années une défiance accrue envers les élites politiques et économiques de l'ouest. Le ressentiment face aux politiques migratoires, au coût de la transition énergétique et aux inégalités économiques entre l'est et l'ouest a favorisé un vote protestataire massif en faveur du parti d'extrême droite.

À l'inverse, les grandes villes comme Berlin, Hambourg et Munich sont restées des bastions du progressisme, offrant un soutien plus marqué aux Verts et au SPD. Ce clivage entre les zones urbaines et rurales illustre un fossé idéologique de plus en plus prononcé au sein du pays. Les jeunes urbains et diplômés soutiennent davantage les politiques environnementales et progressistes, tandis que les classes populaires et rurales, confrontées à des difficultés économiques, se tournent vers des solutions plus radicales.

Les raisons d'un vote contestataire

Plusieurs facteurs expliquent la montée en puissance de l'AfD et le recul des partis traditionnels. La première cause est économique : l'inflation élevée, la crise du logement et la précarisation de certains travailleurs ont nourri un sentiment de frustration à l'égard du gouvernement. Malgré les mesures prises par la coalition en place, notamment des subventions pour atténuer la hausse des prix de l'énergie, une partie de la population estime que ces efforts ont été insuffisants ou mal ciblés.

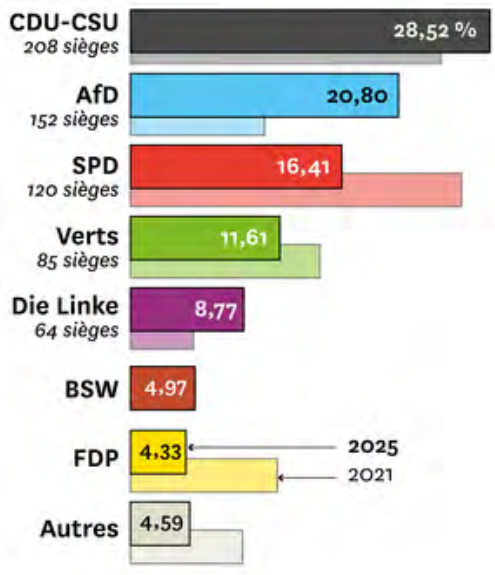
La politique migratoire est un autre sujet brûlant qui a influencé le vote. Depuis la crise migratoire de 2015, l'accueil des réfugiés reste une question controversée. L'AfD, en adoptant un discours nationaliste et anti-immigration, a su capter une frange de l'électorat inquiet face aux flux migratoires et à l'intégration des nouveaux arrivants.

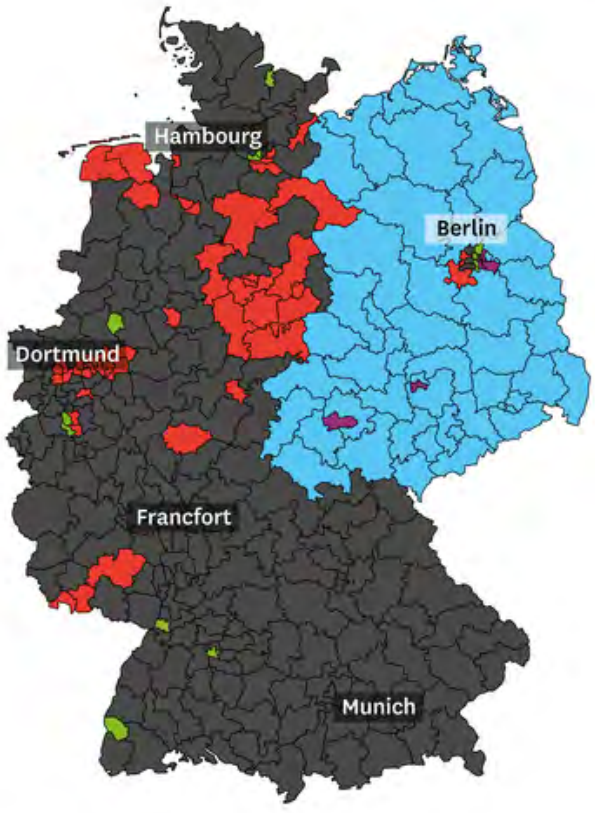
Enfin, le manque de leadership charismatique au sein du SPD et des Verts a également joué un rôle clé. Olaf Scholz, critiqué pour son manque de réactivité face aux crises successives, n'a pas su rassurer une base électorale en quête

ÉLECTIONS FÉDÉRALES EN ALLEMAGNE

Partis arrivés en tête, par circonscription ►

Suffrages (en%) et nombre de sièges obtenus ▼





de solutions concrètes. À l'inverse, Friedrich Merz, avec un positionnement plus affirmé et conservateur, a su séduire une partie de l'électorat en quête de stabilité et de fermeté.

Quelles conséquences pour l'avenir politique allemand ?

Avec ce résultat électoral, l'Allemagne entre dans une nouvelle ère d'incertitude politique. La CDU/CSU est en position de force, mais la nécessité de former une coalition pour gouverner rend les négociations complexes. Friedrich Merz devra choisir entre une alliance avec les libéraux du FDP ou une ouverture vers des partenaires plus modérés pour garantir une stabilité politique.

L'ascension de l'AfD pose également un défi majeur. Malgré son exclusion de toute coalition par les autres partis, son poids au Bundestag pourrait influencer les débats et contraindre les formations traditionnelles à durcir certaines de leurs positions, notamment sur la politique migratoire et énergétique. Cette normalisation progressive de l'extrême droite dans le paysage politique allemand inquiète autant qu'elle interroge sur l'évolution du climat démocratique du pays.

Pour le SPD et les Verts, il s'agira de tirer les leçons de cet échec et de reconstruire un programme capable de répondre aux attentes des classes moyennes et populaires. Une refonte du discours économique et social sera essentielle pour regagner la confiance des électeurs déçus.

Un tournant pour l'Europe

Les répercussions de ce scrutin dépassent les frontières allemandes. L'Allemagne, pilier de l'Union européenne, joue un rôle central dans la politique économique et diplomatique du continent. Un gouvernement plus conservateur pourrait influer sur les décisions européennes, notamment sur les questions budgétaires et la politique migratoire.

Par ailleurs, la montée en puissance de l'extrême droite en Allemagne s'inscrit dans une tendance plus large observée en Europe, où des partis populistes gagnent en influence dans de nombreux pays de l'UE. Cette dynamique soulève des interrogations sur l'avenir du projet européen et la capacité des démocraties à répondre aux défis contemporains.

Les élections législatives allemandes de 2025 ont révélé un pays divisé, en proie à des tensions sociales et politiques grandissantes. Si la CDU/CSU sort vainqueur, la montée en puissance de l'AfD et l'effondrement du SPD signalent un bouleversement du paysage politique. Les prochains mois seront déterminants pour définir la trajectoire que prendra l'Allemagne, entre continuité et rupture.

Face à ces nouvelles réalités, la classe politique allemande devra faire preuve de responsabilité et de pragmatisme pour restaurer la confiance du peuple et préserver l'équilibre démocratique du pays. ◆

ROUMANIE, DÉMISSION DU PRÉSIDENT IOHANNIS

Le président roumain Klaus Iohannis a annoncé sa démission le 10 févier 2025, mettant un terme à un mandat qui s'était prolongé dans des circonstances exceptionnelles. En effet, en décembre 2024, la Cour constitutionnelle avait décidé de prolonger son mandat après l'annulation du premier tour des élections présidentielles. Cette décision faisait suite à de fortes suspicions d'ingérence étrangère, qui auraient bénéficié au candidat nationaliste Calin Georgescu, connu pour ses positions favorables à la Russie.

Cependant, cette prolongation n'a pas suffi à apaiser les tensions politiques en Roumanie. La popularité de Klaus Iohannis s'est effondrée, y compris au sein de son propre camp, à mesure que la crise électorale s'aggravait. Face à une procédure de destitution qui semblait de plus en plus inévitable, il choisit de devancer son éviction en présentant sa démission. Pourtant, ce départ ne met pas fin à l'instabilité qui secoue le pays. Dès l'annonce de sa décision, des manifestations massives éclatent à Bucarest et dans plusieurs grandes villes, témoignant du mécontentement de la population et du climat de défiance généralisé envers la classe politique.

Dans le même temps, les autorités roumaines intensifient leur enquête sur les soupçons d'ingérence russe

dans le processus électoral. Des perquisitions sont menées chez des proches de Calin Georgescu, visant à établir des preuves de connexions avec des réseaux d'influence russes. Ces investigations, largement médiatisées, ravivent les tensions au sein de l'opinion publique et sur la scène politique, où les accusations de collusion avec Moscou alimentent les discours nationalistes et accentuent les clivages.

La Roumanie se retrouve ainsi plongée dans une crise politique profonde, où l'incertitude quant à la tenue d'une nouvelle élection présidentielle et la défiance croissante envers les institutions menacent de fragiliser encore davantage la stabilité du pays face aux tentatives répétées d'ingérences russes. ◆

Le président roumain Klaus Iohannis, qui n'a pas de successeur, annonce sa démission sous la pression des populistes qui le menaçaient de destitution. Les nouvelles élections se tiendront en mai.



ALLER PLUS LOIN...

TOUTELEUROPE.EU: Deux mois après l'annulation d'un scrutin très controversé, le président Klaus Iohannis annonce son départ



ALLER PLUS LOIN...

- EURONEWS: Conflit en RDC, l'UE sous pression pour suspendre son accord sur les minerais avec le Rwanda
- AFP podcast: Guerre en RDC, quel lien avec les minerais rares ?

En RDC, les ressources naturelles attisent la convoitise depuis des décennies. La mine de coltan de Rubaya est, depuis le printemps 2024, dans les mains du Rwanda via ses protégés congolais, les rebelles du M23.

RDC-RWANDA, ENTRE RIVALITÉS HISTORIQUES ET GUERRE DES MINERAIS

La situation sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) a atteint un nouveau point critique en ce début d'année 2025. Le groupe armé M23, soutenu par le Rwanda selon plusieurs rapports des Nations unies, a pris le contrôle de Goma et Bukavu, deux villes stratégiques du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Alors que le président congolais Félix Tshisekedi promet une « riposte vigoureuse », la population civile paie un lourd tribut dans ce conflit aux multiples dimensions.

Une guerre aux enjeux multiples

Le M23, ou « Mouvement du 23 Mars », est une rébellion composée principalement d'anciens soldats tutsis congolais qui ont repris les armes en 2022, accusant Kinshasa de ne pas avoir respecté les accords de paix de 2009. Depuis, ce groupe armé a mené une avancée spectaculaire, prenant progressivement le contrôle de plusieurs territoires du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Le 15 février 2025, après de violents affrontements, Goma est tombée entre leurs mains, suivie par Bukavu une semaine plus tard. Kigali est accusé de financer et d'armer le M23, une implication confirmée par plusieurs rapports des Nations unies. L'objectif du Rwanda serait double : obtenir un contrôle indirect sur les ressources minières stratégiques de la région et affaiblir Kinshasa sur la scène régionale. En effet, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu regorgent de minerais essentiels à l'industrie mondiale, notamment le coltan, un minerai indispensable à la fabrication de composants électroniques.

Le conflit en RDC est aussi une guerre pour le contrôle des ressources stratégiques. Outre le coltan, la région regorge de cuivre, d'or, de tungstène et d'étain, des minerais indispensables aux industries technologiques et énergétiques mondiales. Avec la transition énergétique et l'essor des énergies renouvelables, la demande en ces minerais s'accroît considérablement, attisant les convoitises de nombreux acteurs internationaux. Le Rwanda, dont le sous-sol est relativement pauvre en ressources naturelles, a trouvé dans l'instabilité de l'est congolais une opportunité pour s'approprier une partie de ces richesses. Des rapports dénoncent un trafic massif de minerais congolais via le Rwanda, qui les revend ensuite comme étant d'origine rwandaise sur le marché international. Cette mainmise sur les ressources accroît les tensions entre Kinshasa et Kigali et complexifie toute solution diplomatique.

Au-delà des enjeux économiques et géopolitiques, le conflit entre la RDC et le Rwanda est aussi marqué par un lourd héritage historique. Les tensions entre les communautés hutu et tutsi, exacerbées par le génocide rwandais de 1994,

continuent d'alimenter la méfiance et les rivalités dans la région. De nombreux Tutsis congolais, intégrés ou marginalisés dans l'histoire politique de la RDC, sont perçus comme des relais de l'influence rwandaise, une perception qui alimente les tensions communautaires. Par ailleurs, la présence de groupes armés hutus, notamment les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), qui incluent d'anciens responsables du génocide, sert d'argument à Kigali pour justifier ses interventions en RDC. Cette instrumentalisation des mémoires des conflits passés contribue à complexifier toute tentative de résolution pacifique.

Les conséquences de cette guerre sont catastrophiques pour les populations civiles. Depuis le début de l'année 2025, plus de 400 000 personnes ont fui les combats, s'entassant dans des camps de déplacés où l'aide humanitaire peine à arriver. Les ONG présentes sur le terrain rapportent une recrudescence des violences sexuelles : femmes et fillettes sont victimes de viols systématiques, un fléau déjà tristement documenté dans les précédents conflits de la région. « Les récits que nous recueillons sont terrifiants », témoigne un responsable de Médecins Sans Frontières. « Les civils sont pris en otage par ce conflit, et la communauté internationale ne réagit pas à la hauteur de la crise. » Face à cette offensive, le président congolais Félix Tshisekedi a promis une « riposte vigoureuse ». L'armée congolaise (FARDC), affaiblie par des années de corruption et de manque de moyens, tente de reprendre l'initiative. Toutefois, elle est confrontée à une force bien équipée et aguerrie.

En réaction, le Rwanda a proféré des menaces explicites : Paul Kagame a déclaré que son armée était prête à marcher sur Kinshasa si le gouvernement congolais s'attaquait aux « intérêts rwandais ». Cette déclaration a ravivé le spectre de la « guerre mondiale africaine » (1998-2003), un conflit qui avait fait environ six millions de morts et 4 millions de déplacés.

L'échec de la communauté internationale

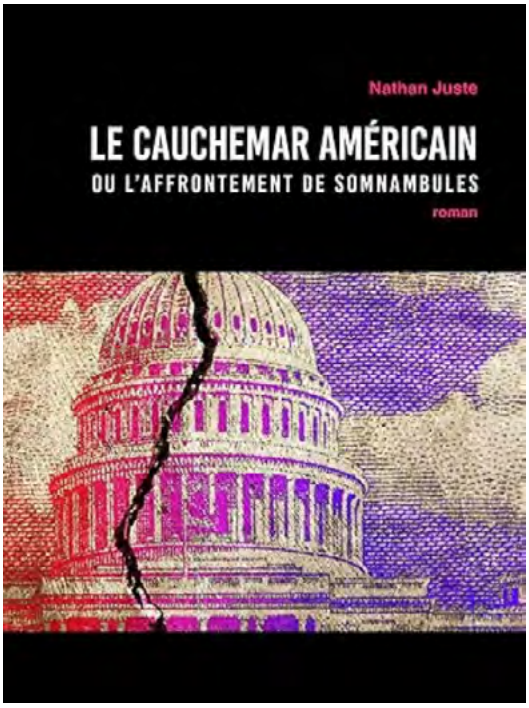
Les condamnations de l'ONU et de plusieurs pays occidentaux n'ont, jusqu'à présent, eu aucun effet dissuasif. Le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2773 en février 2025, condamnant l'implication du Rwanda et exigeant le retrait des troupes étrangères du territoire congolais. Toutefois, aucune sanction concrète n'a été mise en place contre Kigali.
La Turquie a proposé une médiation diplomatique, mais ses tentatives n'ont pas abouti. Les États-Unis et l'Union européenne, principaux partenaires économiques du Rwanda, hésitent à prendre des mesures fermes, de peur de voir Kigali se rapprocher de la Chine et de la Russie, qui gagnent en influence en Afrique centrale.

Alors que les combats se poursuivent, la situation en RDC reste extrêmement volatile. L'armée congolaise tente de reprendre du terrain face au M23, tandis que les tensions avec le Rwanda ne cessent de croître. Les intérêts économiques liés aux ressources naturelles, combinés aux fractures historiques entre les communautés, rendent toute résolution pacifique, particulièrement difficile. L'absence de mesures concrètes de la communauté internationale laisse le pays face à une crise prolongée, avec des conséquences dramatiques pour les populations civiles. Dans ce contexte, la RDC continue de subir les effets d'une guerre où les rivalités régionales et les enjeux économiques s'entrelacent sans issue immédiate. ◆

Carte de la région du Kivu à l'est de de la République démocratique du Congo et à la frontière du Rwanda



DANS NOS LIBRAIRIES CE MOIS-CI



Élevé dans une Amérique rurale et conservatrice, Richard est un enfant rêveur, désespérément à la recherche d'une place hors de l'ombre de son frère aîné. John, lui, est un vétéran de l'armée américaine devenu photo-reporter, constamment hanté par les souvenirs de ses années en Irak. Leurs histoires auraient dû rester indépendantes, si seulement il n'y avait pas eu cette épidémie de fake news incontrôlable et cette culture tenace des armes à feu. Jusqu'où peut les pousser cette société fissurée qui ne reconnaît que des oppresseurs et des victimes ? À travers ce roman choral, Nathan Juste dépeint avec humanité la transformation du mythique rêve américain en cauchemar. ◆



En quelques années, les discours et actes violents ont transformé la scène internationale : invasion de l'Ukraine et menaces nucléaires par la Russie, manœuvres militaires chinoises autour de Taïwan, attaque contre Israël le 7 octobre 2023 suivie de la destruction de Gaza par l'État hébreu... Les efforts de paix et de dialogue semblent impuissants face à la brutalité du monde : place aux stratégies viriles promettant ordre ou vengeance !

Cette violence est loin d'être irrationnelle : elle est la marque d'une nouvelle ère, celle d'« hommes forts » qui font le pari du fait accompli plutôt que de la concertation. Convaincus de la faiblesse des démocraties libérales, leur stratégie est celle de l'intimidation, déclinée sous plusieurs formes que l'auteur nous aide à décrypter. Du Proche-Orient à l'Asie, du retour de Donald Trump aux provocations nord-coréennes, le monde bascule.

Dans ce contexte, comment les Européens vont-ils pouvoir rester dans l'histoire ? Et avec quels moyens ? Ce livre dresse avec pédagogie un panorama inquiétant, mais lucide des dynamiques internationales aujourd'hui à l'œuvre.

Frédéric Charillon est professeur des universités en science politique à l'université Paris Cité, codirecteur du centre Géopolitique, Défense et Leadership à l'ESSEC. Il enseigne également à Sciences Po Paris, ainsi que comme professeur invité dans plusieurs universités étrangères. Il a cofondé l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irsem). ◆

LES ÉVOLUTIONS DÉMOGRAPHIQUES

1. Une démographie en berne
2. Le retour de la question des retraites
3. L'immigration au centre de l'attention politique
4. L'IA, un remède contre le déclin démographique ?
5. Les gains d'espérance de vie en sursis

Vincent BIENSTMAN



Emmanuel Macron lors de la conférence de presse du 16 janvier 2024 sur le réarmement démographique

UNE DÉMOGRAPHIE EN BERNE

La population française a continué d'augmenter l'année dernière pour atteindre près de 68,6 millions d'habitants au 1er janvier 2025, selon l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques), soit une hausse de 0,25 % sur un an. Ce solde positif provient néanmoins de moins en moins des naissances, qui se sont élevées à 663 000 en 2024, en baisse de 2,2 % sur l'année et de 21,5 % par rapport à 2010, qui avait enregistré un pic de naissances. Le seuil de renouvellement des générations, qui s'établit à 2,1 enfants par femme, n'est aujourd'hui plus atteint avec un taux de fécondité de seulement 1,62 en 2024, soit le taux le plus bas depuis la fin de la Première Guerre mondiale.

Le réarmement démographique en panne

La baisse des naissances peut s'expliquer soit par le nombre de femmes en âge de procréer, soit par leur fécondité. Depuis 2016, la population féminine en âge d'avoir des enfants est stable, c'est donc bien le recul de la fécondité qui joue un rôle majeur dans l'évolution de la natalité. Ce recul du nombre d'enfants touche notamment les femmes entre 30 et 34 ans et n'est pas contrebalancé par une maternité plus tardive, qui voit plutôt une stabilisation pour les femmes de plus de 35 ans. En 2024, l'âge moyen à l'accouchement s'élevait à 31 ans, contre 29,5 ans en 2004, d'après l'Insee.

La baisse est continue depuis 2011, à l'exception d'une seule remontée enregistrée en 2021, à la suite de la pandémie de Covid-19. En 2023, la chute avait été spectaculaire, avec une baisse de près de 7 % par rapport à l'année précédente. Emmanuel Macron avait alors appelé à un réarmement démographique du pays. Pour relancer la natalité, il avait promis un grand plan contre l'infertilité et de réformer le congé parental pour qu'il soit mieux payé, mais plus court, sans que cela n'ait pour l'instant abouti. De plus, il est toujours difficile de déterminer la part des renoncements, des empêchements ou des reports. Enfin, la mortalité infantile continue à augmenter, atteignant en 2024 4,1 décès pour 1 000 naissances. Après avoir fortement baissé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le taux a tendance à augmenter depuis 2021, ce qui pose des questions sur la qualité du système de santé, car la France fait partie des pays européens les plus touchés.

Une baisse mondiale

Au niveau mondial, la population continue d'augmenter, étant estimée à 8,2 milliards et devant atteindre son pic de 10,3 milliards dans les années 2080. Elle devrait ensuite commencer à baisser en 2084, avec 110 millions d'habitants en moins prévus en 2100. Jusqu'en 1965, on comptait 5 enfants par femme dans le monde ; dans les années 2050, ce chiffre passera sous le seuil de renouvellement des générations. Les taux de fécondité sont en baisse dans la plupart des régions du monde. L'indicateur reste supérieur à 3 enfants par femme en Afrique, dans certaines zones du Moyen-Orient, en Afghanistan et au Pakistan. Il n'y a plus que le Sahel, la Corne de l'Afrique et l'Afrique centrale où l'indicateur est supérieur à 5. Les zones où les femmes ont en moyenne plus de 3,5 enfants ne concernent plus que 16 % de la population mondiale et elles peuvent également reculer de manière plus rapide qu'anticipée.

Le Niger, le champion dans ce domaine, est ainsi passé de 7,73 enfants par femme en 2000 à 6,67 en 2023.

Les pays développés, notamment en Asie et en Europe, sont quant à eux à un niveau très faible, comme la Corée du Sud atteignant 0,88 enfant par femme en 2023 ou l'Espagne avec 1,29. Près d'un quart des pays connaissent ainsi plus de décès que de naissances, comme la Chine, la Russie, le Japon ou l'Allemagne. La fécondité était déjà faible dans les années 2000 en Europe et en Asie centrale ; c'est le cas désormais également de l'Inde, le pays le plus peuplé aujourd'hui, du continent américain, de l'Indonésie et des Philippines. D'après l'INED, 63 % de la population vit dans des régions où la fécondité n'atteint pas le seuil de renouvellement des générations, contre 45 % en 2004.

Les principales causes

Cette diminution a de nombreuses causes économiques, sociales et environnementales. Tout d'abord, le principal critère est l'augmentation de la durée des études des femmes, qui leur permet de mieux connaître les méthodes de contraception, de reculer le moment de la mise en couple ou encore de réduire volontairement le nombre des enfants afin de pouvoir leur fournir un soutien plus important. Le taux mondial de scolarisation des filles est passé de 73 % à 89 % depuis 1995, et trois fois plus de femmes sont aujourd'hui inscrites à l'université qu'il y a vingt ans, selon un rapport de l'UNESCO, malgré un recul dans certains pays, notamment l'Afghanistan depuis le retour des Talibans en 2021. L'accès au marché du travail est également primordial pour elles et explique aussi la transition démographique des pays qui voient passer leurs taux de natalité et de mortalité d'un niveau élevé à un autre beaucoup plus faible. L'urbanisation a aussi un rôle central, car le coût de la vie y est plus élevé, avec des parents souvent moins entourés qu'en milieu rural. Les mégapoles asiatiques font ainsi partie des lieux présentant la plus faible fécondité.

La baisse pour les pays développés pourrait également provenir du recul des mariages et de l'âge de mise en couple, qui réduit la période possible des naissances, même si les progrès médicaux permettent d'avoir un enfant plus tard. En effet, l'âge du premier enfant était de 28,1 ans en 2023 en France, contre 21 ans dans les années 1970, et le nombre de mariages était de 240 000 en 2024, contre près de 300 000 en 1990. Depuis 2007, la majorité des naissances en France se réalisent hors mariage, avec une part croissante.

De plus, les questions sociales peuvent réduire le nombre d'enfants dans une société qui demande aux parents de s'investir toujours plus pour offrir un cadre parfait à leurs enfants. Au niveau scolaire, avec le recours à des professeurs particuliers, au financement d'activités extrascolaires ou encore à des écoles privées, en particulier après le baccalauréat. Ces obligations reposent essentiellement sur les femmes, qui doivent concilier leur activité professionnelle et familiale. On parle alors de double journée et d'une charge mentale intense, car la gestion du foyer repose encore très majoritairement sur elles. Dans de nombreux pays, la maternité engendre un renoncement au travail, car les deux statuts sont incompatibles, notamment lorsque les modes de garde sont très limités, comme au Japon, en Corée du Sud ou en Allemagne. C'est moins le cas en France, même si ce problème augmente depuis plusieurs années à cause de places en crèches stagnantes et d'une baisse de l'accueil des moins de trois ans en maternelle, qui se réduit depuis 2016 avec moins de 10% des enfants scolarisés de cette tranche d'âge.

De nouvelles contraintes émergent

En plus de ces facteurs traditionnels, le ralentissement économique produit généralement une baisse des naissances, même si les années 2010, après la crise majeure de 2008, ont été à l'inverse des années d'augmentation des naissances. Cependant, ce mouvement s'est retourné et la réduction a été accentuée par les conséquences de la baisse du pouvoir d'achat suite à l'inflation plus forte de ces dernières années, qui a réduit le budget des ménages avec des prix alimentaires ayant augmenté de près de 20 % depuis 2022. Il est en effet nécessaire de faire face à de nombreuses dépenses pour accueillir un premier ou un nouvel enfant, car en plus de celles directement nécessaires, cela engendre souvent le besoin d'agrandir le logement ou d'acheter une voiture plus spacieuse, alors que les taux d'intérêt pour les prêts bancaires sont encore

Une baisse continue des naissances dans le monde



supérieurs à 3 % dans l'immobilier, ce qui réduit l'enveloppe des futurs propriétaires, et que les locataires voient les logements disponibles se réduire à la suite des nouvelles normes d'isolation à atteindre pour obtenir l'autorisation de les louer.

Enfin, les crises écologiques peuvent faire hésiter une partie des futurs parents, réticents à laisser grandir des enfants dans un monde devant faire face aux conséquences du changement climatique et aux catastrophes naturelles qui se multiplient. Ainsi que celles politiques, avec le développement des pouvoirs autoritaires qui menacent l'équilibre construit après la Seconde Guerre mondiale, comme la nouvelle élection aux États-Unis de Donald Trump le démontre, notamment depuis son rapprochement avec le président russe Vladimir Poutine. Ce choix de refuser d'enfanter est souvent très critiqué, comme nous pouvons le constater lorsque la journaliste Salomé Saqué l'a développé dans un article du journal *Libération* publié le 21 janvier dernier, qui a déclenché un harcèlement important sur les réseaux sociaux où elle est notamment accusée d'égoïsme. Ceci fait écho au mouvement *Childfree*, qui fait référence aux personnes choisissant volontairement de ne pas avoir d'enfants. Elles revendiquent le droit à une vie épanouie sans enfant, tout en subissant souvent de fortes pressions de la part de leur entourage et de la société, en particulier les femmes. Leurs motivations sont variées, mais reposent souvent sur le manque de désir de devenir parent, la volonté de conserver leur liberté, les risques de sacrifices financiers ou encore la dimension écologique de leur démarche afin de réduire la population mondiale. Ainsi, la démographie n'est pas nécessairement un motif d'inquiétude en soi, mais elle montre le sentiment de pessimisme français, avec une difficulté pour de nombreux parents à se projeter dans un avenir positif pour leurs enfants qui devront faire face, d'après eux, à un environnement plus difficile. ◆

LE RETOUR DE LA QUESTION DES RETRAITES

La France, qui a longtemps bénéficié d'une démographie plus dynamique que ses voisins, subit désormais une forte baisse des naissances. Cette tendance accélère le vieillissement de la population, c'est-à-dire l'augmentation de la proportion des personnes âgées de plus de 64 ans. En particulier, les générations du baby-boom nées après la Seconde Guerre mondiale arrivent à la retraite, posant ainsi la question du financement des pensions, que la réforme de 2023 n'a pas entièrement résolue. Actuellement, trois leviers principaux existent : la baisse des pensions, l'augmentation de la durée de travail ou la hausse des cotisations. Ces solutions posent des problèmes importants, d'où l'exploration d'autres options, telles que l'introduction d'une dose de capitalisation ou le passage à un système de retraite à points, comme envisagé dans le projet avorté de 2019.

Le système actuel

Dans son discours de politique générale du 14 janvier, le Premier ministre a demandé un nouveau rapport à la Cour des comptes concernant le déficit du système de retraites, estimé à 55 milliards d'euros d'après ses déclarations. Ce système,



François Bayrou lors de son discours de politique générale du 14 janvier 2025

appelé par répartition, repose sur la solidarité entre actifs et retraités, les cotisations finançant les pensions. Ces dernières dépendent du montant et de la durée des cotisations versées durant la vie active. Les dépenses du système dépendent du nombre de retraités et de leur taux de remplacement, c'est-à-dire la part de leur salaire comparée à leur pension de retraite. Les ressources, quant à elles, dépendent du nombre d'actifs et du taux de cotisation global, incluant les cotisations salariales et patronales.

L'équilibre du régime repose sur trois paramètres : le ratio actifs/retraités, le taux de cotisation et le taux de remplacement. Le régime général des retraites du secteur privé ajuste régulièrement ces paramètres pour assurer l'équilibre du système et garantir sa pérennité. En parallèle, on dénombre 41 régimes de retraite où le budget de l'État intervient pour un tiers du total des pensions. Ces dépenses incluent le paiement des retraites des fonctionnaires, le soutien aux régimes déficitaires et la poursuite d'objectifs d'intérêt général. Les pensions versées par l'État coûtent environ 60 milliards d'euros, partiellement financées par les cotisations salariales des fonctionnaires et les cotisations employeur des entreprises publiques. Pour équilibrer le système, la loi de finances prévoit une « subvention d'équilibre » de 45,1 milliards d'euros, représentant une grande partie du déficit annoncé par François Bayrou.

De nouvelles concertations

Le risque posé par la baisse de la natalité concerne moins la création de richesses que le financement de la protection sociale, largement dépendante du travail. Plus la part des actifs diminue, plus le financement du système se déséquilibre, surtout si le nombre de retraités augmente en parallèle. Pour réduire le déficit et améliorer la réforme des retraites de 2023, le Premier ministre a demandé aux partenaires sociaux de nouvelles concertations pour garantir un équilibre du système dans cinq ans, soit trouver 6 milliards d'euros d'ici 2030. Les participants ont établi leur programme de travail pour les trois mois à venir.

Autour de la table siégeront des syndicats de salariés représentatifs au niveau national, ainsi que des syndicats patronaux, notamment le Medef. François Bayrou a indiqué que les parlementaires seraient régulièrement informés de l'avancée des négociations. Il s'est engagé à soumettre le texte au Parlement en cas d'accord entre les partenaires sociaux pour modifier la réforme de 2023. Le Premier ministre a affirmé que si aucun accord n'était trouvé, la dernière réforme continuerait à s'appliquer, ou qu'un référendum pourrait être envisagé pour trancher définitivement la question.

Le système à points

François Bayrou ne pense pas que le passage à un système de retraite à points soit possible, bien qu'il présente des avantages selon le Premier ministre. Le système de retraite suédois a souvent été cité en exemple lors de la première tentative de réforme des retraites d'Emmanuel Macron. Il repose sur deux régimes obligatoires universels, complétés par des retraites supplémentaires d'entreprise et un minimum garanti pour les pensions les plus faibles. Chaque assuré dispose d'un compte personnel virtuel, alimenté par les cotisations salariales et patronales. Le montant accumulé est converti en rente viagère au moment de la retraite, en fonction de l'âge de départ et de l'espérance de vie moyenne. Ce système lie directement les cotisations versées aux prestations futures, tout en maintenant un équilibre financier.

En parallèle, un régime complémentaire par capitalisation existe, où les cotisations sont investies sur les marchés financiers. Ces cotisations représentent 2,5 % des revenus annuels. À la retraite, l'assuré peut récupérer l'argent épargné avec les intérêts, soit sous forme de capital, soit sous forme de rente. Ce système diversifie les sources de revenus à la retraite et bénéficie des rendements des investissements. Environ 90 % des salariés suédois bénéficient également de retraites supplémentaires d'entreprise, négociées par les conventions collectives. Ces retraites complètent les deux régimes obligatoires et sont financées par les employeurs. Pour les retraités ayant de faibles pensions, un minimum garanti financé par l'impôt est prévu, assurant un niveau de vie décent à tous les retraités, indépendamment de leurs revenus passés. L'âge légal de départ à la retraite en Suède est fixé à 66 ans, mais il est possible de commencer à toucher sa retraite dès 62 ans. Plus l'assuré retarde son départ, plus le montant de sa pension sera élevé. Le système de retraite suédois combine des éléments de répartition et de capitalisation, s'adaptant aux évolutions démographiques et économiques, mais il présente un risque de baisse des pensions en cas de difficultés, comme lors de la crise sanitaire de 2020, ainsi que de nombreuses difficultés lors de la phase de transition.

La capitalisation

Certaines organisations syndicales et le gouvernement voient positivement l'intégration d'une dose de capitalisation dans le système français. Dans ce cas, chaque travailleur épargne une partie de ses revenus pendant sa période d'activité. Ces sommes sont placées sur des comptes individuels et investies sur les marchés financiers. Les cotisations peuvent être obligatoires ou volontaires, et les placements sont gérés par des fonds de pension ou des gestionnaires d'actifs. L'objectif est de faire fructifier ces investissements pour accumuler un capital servant à financer la retraite du travailleur. Au moment de la retraite, le capital accumulé peut être converti en rente ou retiré sous forme de capital. Le montant dépend de la performance des investissements réalisés pendant la durée du placement.

Les avantages d'un système par capitalisation sont d'obtenir des rendements potentiellement élevés, car les marchés

financiers peuvent offrir des rendements supérieurs importants en phase de croissance économique, de laisser également plus de liberté aux individus qui contrôlent leur propre capital. Cependant, il existe des risques importants de perte en capital, notamment en cas de crise financière. Les rendements des investissements peuvent aussi fluctuer en fonction des conditions économiques, ce qui peut diminuer le montant final de la retraite. De plus, les inégalités sont très fortes, car les travailleurs ayant des revenus plus élevés peuvent épargner davantage et bénéficier de meilleures retraites alors que les plus pauvres peuvent se retrouver démunis.

Quel que soit le choix final, la question centrale reste celle du financement, car les différents systèmes nécessitent systématiquement l'utilisation d'une partie de la production de richesses qui ne pourra pas être consacrée à la consommation. Le système par répartition repose sur une forte solidarité, tandis que celui par capitalisation est beaucoup plus individualiste. La diminution du nombre d'actifs explique en grande partie le déficit actuel, le vieillissement démographique durera plusieurs décennies, mais la population finira par s'ajuster naturellement, et les systèmes de protection sociale pourraient ainsi revenir à l'équilibre lorsque les générations moins nombreuses atteindront l'âge de la retraite. Le financement pourrait également être assuré en intégrant davantage d'impôts, comme c'est le cas actuellement avec la CSG (contribution sociale généralisée), tout en diminuant la part du financement par le travail, en particulier si le progrès technique et l'intelligence artificielle réduisent les besoins en emploi. ◆

Une manifestation contre la réforme des retraites en 2023





Le Ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau

L'IMMIGRATION AU CENTRE DE L'ATTENTION POLITIQUE

L'immigration est au centre de l'attention politique avec la montée du Rassemblement national et les déclarations de certains ministres du parti Les Républicains, comme celui de l'Intérieur, Bruno Retailleau. Ils accusent les immigrés, notamment ceux en situation irrégulière, d'être responsables de nombreux problèmes en France. C'est pourquoi ces partis politiques veulent restreindre le droit du sol, en particulier à Mayotte, car pour eux, cela augmente l'immigration illégale. C'est le sens de la loi votée le 6 février sur une proposition des députés des Républicains, qui remet en question une tradition française depuis la Révolution de 1789, faisant reposer l'appartenance à la Nation sur un choix et non seulement sur l'hérédité. De plus, avec le ralentissement du nombre de naissances, l'immigration semble être un atout majeur pour la croissance économique et le financement du système de protection sociale.

Le durcissement de la politique migratoire française

Depuis 2018, le solde migratoire dépasse le solde naturel et est devenu le principal moteur démographique. À court terme, les démographes prévoient que le solde naturel en France va devenir négatif, comme c'est le cas chez la plupart de nos voisins européens, posant la question des choix politiques relatifs aux politiques migratoires.

Le solde migratoire correspond à la différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année. Il est estimé à 152 000 personnes en 2024, loin du chiffre de 500 000 mentionné par le Ministre de l'intérieur, le 21 février dernier lors d'une visite dans la Drôme. Dans le détail, l'origine de l'immigration est assez variée. En 2022, d'après l'Insee, 40,4% des immigrés étaient originaires d'un autre pays européen, 34,5 % d'Afrique, 15,7 % d'Asie et 9,2 % d'Amérique ou d'Océanie.

Une nouvelle circulaire du Ministère de l'intérieur a été diffusée le 23 janvier afin de durcir les critères de régularisation des personnes en situation irrégulière sur le territoire. Ce texte remplace la précédente circulaire qui permettait à environ 30 000 personnes d'être régularisées chaque année. Désormais, en dehors des travailleurs dans les métiers en tension, la régularisation n'interviendra qu'au terme de sept années de présence, contre cinq auparavant, et en ayant obtenu une

certification du niveau de français. Cela ne permet pas à cette main-d'œuvre pourtant indispensable dans de nombreux secteurs de pouvoir travailler, car les employeurs ont peur de subir des conséquences administratives et judiciaires pour leurs entreprises. Bruno Retailleau veut également réformer les accords franco-algériens de 1968 qui accordaient des facilités pour les Algériens. Cependant, ces avantages ont eu tendance à être réduits et aujourd'hui, les différences avec les autres étrangers sont très limitées.

Le droit du sol attaqué

Le durcissement concerne également le droit du sol. Chaque année, un peu plus de 30 000 jeunes deviennent français par le droit du sol, selon lequel un enfant né en France de deux parents étrangers devient français à sa majorité, à condition d'avoir résidé en France au moins cinq ans depuis ses 11 ans. Il peut aussi l'obtenir de façon anticipée à partir de 13 ans à la demande de ses parents, puis de la sienne à partir de 16 ans.

Depuis plusieurs années, ce droit est remis en question, notamment sous l'effet de la montée de l'extrême droite. Le droit du sol, ou jus soli, se définit comme l'attribution d'une nationalité à une personne en raison de sa naissance sur un territoire, par opposition au droit du sang, qui est héréditaire. Jusqu'au milieu des années 1980, le droit du sol semblait naturel et solide, étant un principe majeur depuis le début du XIXe siècle.

Les élections législatives de 1986, avec l'entrée de députés d'extrême droite à l'Assemblée nationale pour la première fois sous la Ve République, viennent modifier cette situation. Le principal parti de droite, le RPR, décide à son tour de se saisir du thème de l'immigration en espérant attirer les électeurs du Front national. Il défend ainsi l'idée de mettre fin à l'automaticité du droit du sol à 18 ans. La nationalité serait alors conditionnée à une volonté d'intégration et à un accord administratif.

Depuis, le droit du sol s'invite dans de nombreuses campagnes électorales. En 1991, c'est l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing qui dénonce une « invasion » et appelle à un référendum pour substituer le droit du sang au droit du sol. Au même moment, Mayotte fêtait l'annonce par le ministre socialiste de l'époque de l'instauration du droit du sol sur son territoire, alors que jusque-là, seul le droit du sang prévalait. Une revendication des élus mahorais qui est aujourd'hui remise en cause.

La situation particulière de Mayotte

Les députés ont restreint le droit du sol sur l'archipel, qui reçoit de nombreux immigrés chaque année, pour la plupart en provenance du reste de l'Archipel des Comores. Ils représentent aujourd'hui près de la moitié de la population de l'île, contre une part d'étrangers de 8 % pour l'ensemble du pays. Les députés de droite et d'extrême droite, soutenus par le gouvernement, pensent que cette restriction limitera l'immigration clandestine. Cette idée était présente dans le programme de Marine Le Pen pour l'élection présidentielle de 2022, avec une transmission de la nationalité française restreinte presque exclusivement à la filiation afin de limiter l'obtention de la nationalité. Le ministre de l'Intérieur actuel avait déjà essayé de la restreindre lors du vote de la loi immigration en 2023, mais cette mesure avait été censurée par le Conseil constitutionnel car elle ne respectait pas la Constitution de la Ve République.

La précédente restriction de 2018 sur le droit du sol à Mayotte avait limité l'accès à la nationalité des enfants au séjour régulier de l'un des deux parents au moins trois mois avant sa naissance. Les naissances ont continué à augmenter, mais en revanche, le nombre de personnes obtenant la nationalité française a fortement diminué. L'effet sur l'immigration est quasi nul, mais cette restriction augmente le nombre de personnes en situation irrégulière qui ne pourront donc pas s'intégrer dans la société mahoraise. L'attractivité de Mayotte s'explique par le niveau économique bien supérieur et la qualité du système de santé par rapport aux Comores, plutôt que par l'espoir d'une régularisation des parents qui ne pourrait aboutir que treize ans après la naissance de leur enfant.

Cette nouvelle brèche dans le droit français a été utilisée par le gouvernement pour essayer de remettre en cause

Une embarcation de migrants à destination de Mayotte



le droit du sol sur l'ensemble du territoire. D'après Gérald Darmanin, le ministre de la Justice, être français ne doit pas provenir du hasard de la naissance, mais de la volonté des individus nés de parents étrangers en France. Il est également favorable à un retour au régime en vigueur entre 1993 et 1998, qui imposait une manifestation de volonté à ces enfants pour acquérir la nationalité à leur majorité. Réduire le droit du sol sur l'ensemble du territoire français ne devrait pas avoir plus d'effet qu'à Mayotte, car l'immigration illégale ne repose pas sur ce facteur particulier.

Un nouveau débat en perspective

Après avoir confirmé le sentiment de submersion migratoire ressenti par une partie de la population, le Premier ministre, François Bayrou, a exprimé son souhait d'ouvrir un débat sur ce que signifie être français. Cela rappelle fortement le débat sur l'identité nationale lancé par Sarkozy en 2009, qui avait été marqué par de nombreux dérapages racistes et xénophobes.

Le droit de la nationalité a toujours été le terrain d'affrontements idéologiques liés à des conceptions différentes de la Nation, qui peut reposer sur une base culturelle et ethnique ou, à l'inverse, juridique. C'est bien la conception juridique qui s'est développée en France depuis la Révolution, renforcée sous Napoléon, puis sous la IIIe République. Seul le régime de Vichy, pendant la Seconde Guerre mondiale, l'a temporairement remise en cause en retirant notamment la nationalité française à plus de 15 000 Juifs originaires d'Europe centrale.

Cette prédominance du droit du sol concorde avec la conception révolutionnaire de la Nation et de la solidarité nationale. L'élément déterminant n'est pas la filiation, mais la naissance et surtout la résidence sur le territoire français, car elle est l'expression de la volonté de suivre les lois de la Nation. La remise en question de cette tradition française pourrait modifier la conception du citoyen et faire basculer le pays vers des visions plus restrictives et culturelles de la Nation. ◆

L'IA, UN REMÈDE CONTRE LE DÉCLIN DÉMOGRAPHIQUE ?

L'intelligence artificielle devient un sujet géopolitique central avec les géants de la technologie numérique aux États-Unis, la Chine depuis l'annonce du développement d'une IA chinoise avec DeepSeek, et la volonté de réguler leur utilisation en Europe, notamment avec le Sommet de l'IA le 11 février dernier. Le sommet a permis d'annoncer des investissements majeurs, de promouvoir une IA plus responsable et durable, ainsi que de renforcer la position de la France et de l'Europe dans le domaine de l'intelligence artificielle, avec notamment l'adoption d'une déclaration internationale. L'intelligence artificielle est un domaine spécifique de l'informatique qui crée des systèmes capables de réaliser des tâches nécessitant habituellement une intelligence humaine. Dans des pays développés connaissant une baisse de leur population en âge de travailler, l'IA peut sembler être une opportunité, même si le lien entre démographie et croissance n'a jamais été clairement établi par les économistes.

Le lien entre la démographie et l'économie

La question de l'importance de la démographie sur la croissance est discutée par les économistes depuis la fin du XVIIIe siècle, notamment avec Adam Smith, qui montre qu'une population importante permet une plus grande division du travail, ce qui est positif pour augmenter l'efficacité de la production grâce aux effets. Cependant, d'autres auteurs mettent en lumière les risques d'une augmentation trop forte de la population, qui selon Thomas Malthus, est beaucoup plus rapide que celle des ressources, ce qui engendre des famines. Il faut donc mettre en œuvre des lois pour limiter les naissances, car des naissances trop importantes étaient pour lui un facteur d'appauvrissement dans un monde aux ressources finies. Ce que la Chine a fait pendant plusieurs décennies en limitant à un enfant par couple, ce qui n'a pas empêché son rattrapage économique.

Les études réalisées sur la relation entre croissance économique et démographique n'ont jamais déterminé de causalité. Par exemple, l'Allemagne a mieux réussi que la France ces dernières années en ayant une fécondité beaucoup plus faible qu'en France. En revanche, le ralentissement de la

croissance chinoise est largement lié au déclin de sa population, et les pays dont la démographie explose ne sont pas nécessairement les plus prospères. La clé est moins le nombre de naissances que la qualité du système éducatif et de formation, qui permet d'augmenter les innovations. Une population jeune et dynamique est plus à même de créer et développer des innovations, mais une population active en déclin peut aussi obliger les économies à intégrer du capital et de nouvelles formes de production. Le Japon illustre bien qu'un pays peut être en baisse démographique sans entraîner de catastrophe économique.

Le sommet de Paris

Aujourd'hui, dans une période de déclin démographique, l'IA peut être une solution, comme le montre le Sommet de Paris des 10 et 11 février, qui a débouché sur plusieurs annonces positives pour l'emploi. Comme la création d'un Centre européen d'excellence en IA à Paris, qui veut renforcer la position de l'Europe dans le secteur de l'IA, en s'appuyant sur la recherche et les start ups françaises. Emmanuel Macron a également annoncé un investissement de 109 milliards d'euros, dont 10 milliards pour Bpifrance, pour soutenir les projets d'IA européens, avec notamment la construction de centres de données en France. Le sommet a aussi mis l'accent sur le développement d'une IA durable et inclusive, avec la création d'un observatoire de l'impact énergétique de l'intelligence artificielle, piloté par l'Agence internationale de l'énergie, ainsi qu'une coalition pour une IA durable pour les principales entreprises du secteur, réunissant 91 partenaires pour aborder l'impact environnemental de l'IA. L'Union européenne a dans le même temps lancé l'initiative EU AI Champions, une alliance public-privé mobilisant 200 milliards d'euros pour renforcer la position de l'Europe face aux géants de l'IA comme la Chine et les États-Unis. Enfin, à la conclusion du Sommet, 61 pays ont adopté une déclaration en faveur d'une IA ouverte, inclusive et éthique, incluant la Chine, l'Inde et l'UE. Cependant, les États-Unis et le Royaume-Uni ont refusé de signer cette déclaration. Le sommet a permis d'accroître la visibilité de la France dans les projets d'IA, afin d'attirer des investissements et des collaborations internationales.

Les risques sur l'emploi

Le Sommet a permis de montrer que des investissements dans l'IA pouvaient permettre de créer de nouveaux emplois. Cependant, à court et moyen terme, de nombreux emplois pourraient être touchés, ce qui pourrait augmenter le chômage, notamment des plus âgés, et engendrer le refus d'utiliser cette nouvelle technologie. Depuis la Révolution industrielle, de nombreuses technologies ont fait craindre la hausse du chômage, depuis les premières machines pour le textile, jusqu'aux caisses automatiques dans les supermarchés en passant par les ordinateurs. Des mouvements se sont développés, comme le luddisme au début du XIXe siècle en Angleterre. Il opposait les artisans et les ouvriers qualifiés aux fabricants utilisant des machines, en particulier les métiers à tisser mécaniques dans la production de laine et de coton, qu'ils cherchaient à casser pour éviter les destructions d'emplois. Le terme proviendrait d'un ouvrier anglais, Ned Ludd, qui aurait détruit deux métiers à tisser en 1779. Le terme luddisme est encore parfois utilisé aujourd'hui pour critiquer les personnes opposées aux nouvelles technologies. Ainsi, un contre-sommet avait lieu à proximité du Grand Palais, réunissant des acteurs critiques de l'IA et de son utilisation, comme le mouvement Anti-Tech Résistance, qui a invité le public à préférer l'action plutôt que le débat, comme des sabotages afin d'empêcher l'utilisation systématique de l'IA. D'autres participants incitent les travailleurs à se saisir des outils juridiques pour créer de la jurisprudence et pénaliser ceux qui pillent la propriété intellectuelle, car les IA ont un besoin crucial de données.

L'IA est un outil pour augmenter l'efficacité des travailleurs et réduire les effectifs. Aujourd'hui, les secteurs les plus atteints par les diminutions d'effectifs sont ceux qui présentent des aspects routiniers qui peuvent être facilement automatisés, comme dans le secteur de la banque, de la comptabilité ou encore dans le secrétariat. Mais des métiers plus créatifs sont également touchés, comme l'enseignement, l'audiovisuel ou encore la littérature. Certains secteurs intègrent aussi de l'IA sans faire disparaître les postes, mais sans réaliser de négociation avec les professionnels concernés, ce qui peut dégrader leurs conditions de travail et leur faire perdre leur savoir-faire, comme lorsque les artisans ont été remplacés par

Les chefs d'Etat lors de la conclusion du Sommet de l'IA



des ouvriers postés sur les chaînes de montage entre les XIXe et XXe siècles.

À l'inverse, de nouveaux métiers se développent avec l'embauche, par exemple, de prompt engineers, des ingénieurs de requête, chargés de gérer l'IA, mais aussi des techniciens, qui doivent retransformer et ordonner la matière fournie par l'IA. La question est alors davantage de préparer et d'accompagner les transformations des métiers générés par l'IA, afin que ce ne soient pas seulement les grandes entreprises américaines qui concentrent les profits réalisés alors que la pression sur les travailleurs s'accroît. C'est le sens du documentaire diffusé sur France 2 le mardi 11 février, Les sacrifiés de l'IA, qui montre que derrière une volonté de montrer l'efficacité de programmes autonomes, l'efficacité est à l'inverse construite par un travail réalisé le plus souvent dans les pays en développement avec des rémunérations faibles et à la tâche. Ces travailleurs de l'IA doivent relire des textes générés par les IA, décrire des photos et analyser les éléments ou encore regarder une personne conduire et prévenir l'IA lorsque l'attention de la personne se relâche. Ainsi, on assiste moins à une disparition du travail qu'à un déplacement des travailleurs vers les pays qui coûtent moins cher aux entreprises et vers des emplois moins qualifiés.

Jusqu'à présent, toutes les innovations ont fait évoluer de nombreux emplois alors que d'autres ont disparu, mais avec des effets positifs sur la croissance et l'emploi. En effet, lorsqu'une innovation demande moins de travail, le prix des produits peut baisser, les salaires et profits peuvent augmenter, ce qui sera lui-même source d'investissements et de consommations. Le développement économique a aussi réduit la durée du travail en diminuant les durées journalières, hebdomadaires et annuelles. La dernière réduction importante en France est le passage aux 35 heures par semaine en l'an 2000. La question est alors de se demander si l'IA a des effets différents et pourrait engendrer une disparition du travail. Pour l'instant, nous assistons davantage à un renforcement de l'exploitation de travailleurs dans les pays en développement et à une modification des emplois qui vont nécessiter une régulation plus forte afin d'en faire bénéficier l'ensemble des populations. ◆



Les travailleurs précaires au service des IA



L'obésité en hausse dans l'ensemble de la population

LES GAINS D'ESPÉRANCE DE VIE EN SURSIS

Pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'espérance de vie a reculé en 2020 sous l'effet de la pandémie de Covid-19, de 5 mois pour les femmes et de 6 mois pour les hommes. Depuis, les femmes ont retrouvé celle de 2019 avec 85,6 ans, et les hommes ont augmenté de quelques mois pour atteindre 80 ans. Cette différence a des causes biologiques mais aussi comportementales. En effet, les hommes ont tendance à avoir des comportements nocifs pour leur santé, comme une plus grande consommation d'alcool, de tabac, de stupéfiants, ainsi que davantage de prises de risques et de violence. Le mode de vie a une incidence directe sur l'espérance de vie, et les changements dans l'environnement de ces dernières décennies pourraient avoir des conséquences négatives, notamment la hausse des problématiques liées au poids et à l'augmentation des cancers, même chez les jeunes.

Une baisse déjà présente aux États-Unis

Avec une augmentation constante depuis plusieurs décennies, nous anticipions une poursuite de cette hausse. Cependant, certains facteurs peuvent la ralentir, voire la diminuer. Effectivement, plusieurs facteurs avaient diminué l'espérance de vie, comme l'augmentation des morts violentes que sont les décès par armes à feu, les suicides et les overdoses, ce qu'Anne Case et Angus Deaton ont montré dans leur ouvrage Morts de désespoir. L'avenir du capitalisme (2021). Ils montrent qu'une partie de la population américaine tombe dans le désespoir à cause de la perte des opportunités et des inégalités économiques. En 2021, l'espérance de vie des femmes américaines était de 79,1 ans et de 73,7 ans pour les hommes, en pleines conséquences du Covid. Depuis, les chiffres

se rétablissent, mais la hausse continue semble s'être enrayée.

La France n'est pas aussi touchée par les morts violentes, mais certaines données pourraient engendrer un nouveau fléchissement de l'espérance de vie. Le nombre de décès en France est estimé à 646 000 en 2024, en hausse de 1,1 % sur un an. Cela s'explique notamment par le vieillissement de la population. Les personnes âgées d'au moins 75 ans représentent désormais plus de 10 % de la population, avec l'arrivée à des âges de forte mortalité des générations nombreuses du baby-boom, nées de 1946 à 1974. L'écart entre les deux sexes se réduit : il est de 5,6 ans en 2024, contre 7,1 ans en 2004, car les femmes adoptent davantage de comportements négatifs pour leur santé qui étaient autrefois l'unique apanage des hommes, comme la consommation d'alcool et de tabac.

L'obésité et le surpoids en hausse

Une des causes de l'augmentation de ces dernières années est l'augmentation du surpoids et de l'obésité, en particulier chez les enfants, et cela devrait continuer. Près de 60 % des adultes et un tiers des enfants et adolescents dans le monde seront en situation de surpoids ou d'obésité en 2050, selon la revue médicale The Lancet. L'obésité est définie par un indice de masse corporelle (IMC) supérieur à 30 pour un adulte. En France, ils sont presque 10 millions dans ce cas. Le surpoids correspond, lui, à un IMC supérieur à 25. Ils représentent la 5ème cause de décès au niveau mondial, car ils sont associés à un risque plus important de développer de nombreuses pathologies comme le diabète, les maladies cardiaques, l'hypertension artérielle, et même les cancers.

Le surpoids et l'obésité ont plus que doublé depuis trente ans au niveau mondial, touchant 2,1 milliards d'adultes et près de 500 millions d'enfants et d'adolescents. L'obésité affecte plus d'un milliard d'individus selon les dernières données. Dans certains États d'Océanie, du Moyen-Orient ou d'Afrique du Nord, la part des personnes touchées est très élevée : l'obésité touche plus de 70 % des femmes des îles Tonga et pourrait atteindre plus de 87 % en 2050, tout comme en Égypte. Parmi les pays les plus riches, les États-Unis enregistrent aujourd'hui le plus fort taux d'obésité, touchant près de la moitié de la population.

Mais c'est en Asie et en Afrique subsaharienne que les progressions les plus fortes devraient être enregistrées dans les prochaines décennies. En Chine, le surpoids et l'obésité ont déjà progressé d'environ 150 % en trente ans et continueront à grimper pour affecter près des deux tiers de la population en 2050. Des régions historiquement très touchées par la sous-alimentation verront fortement croître l'obésité et le surpoids. Au Nigeria, le nombre d'adultes en surpoids ou en obésité devrait ainsi tripler d'ici à 2050.

Les causes de ces évolutions sont multiples : tout d'abord les changements de régime alimentaire avec le développement de l'alimentation transformée au détriment des produits frais, la consommation de sucre, d'huile et de produits d'origine animale. Mais aussi la sédentarisation qui se développe avec l'urbanisation, ainsi que la mécanisation du travail et des transports. Enfin, les loisirs sont de plus en plus sédentaires avec un recul des activités sportives de plein air. Parmi les tendances les plus alarmantes, la progression de l'obésité chez les enfants et les adolescents, mais aussi chez les personnes âgées qui ont un risque encore plus élevé de développer des pathologies, ce qui risque de placer encore plus sous tension les systèmes de santé.

D'après la revue The Lancet, la France obtient une légère baisse de l'obésité chez les femmes et une stabilisation chez les hommes. Cela montre que les programmes nutritionnels ont des effets positifs, comme l'étiquetage des produits, le souci accordé à l'alimentation scolaire et la promotion de l'activité physique. Un outil très utile, le nutri score, ne sera cependant pas étendu à l'ensemble de l'Union européenne alors que l'adoption d'une étiquette nutritionnelle figurait parmi les engagements de la Commission européenne en 2020 pour atteindre une alimentation saine et durable. Mais face à l'hostilité notamment de certains industriels, les commissaires y ont renoncé. D'autres possibilités existent, comme les politiques développées par certains pays d'Amérique du Sud qui régulent davantage les publicités alimentaires, taxent les produits les plus néfastes et en affichent les données nutritionnelles sur les emballages, avec des effets visibles sur la consommation des produits les plus gras et sucrés qui a tendance à diminuer dans les pays les plus volontaristes.

L'apparition de plus en plus précoce des cancers

Le nombre de nouveaux cas de cancers chez les moins de 50 ans a augmenté de près de 80 % dans le monde en moins de trente ans, passant de 1,82 million en 1990 à 3,26 millions en 2019. En 2022, plus de 1,3 million d'adolescents et jeunes adultes de 15 à 39 ans ont été touchés par un cancer. Certes, ces maladies restent surtout une pathologie de personnes âgées de plus de 65 ans, mais des plus jeunes sont de plus en plus nombreux dans le monde, y compris en France. Les cancérologues disent en soigner de plus en plus dans leurs hôpitaux, comme les tumeurs du pancréas et du rein, qui sont deux à trois fois plus élevées chez les Américains nés en 1990 que chez ceux nés en 1955.

De plus, un cancer chez le jeune adulte a des répercussions négatives plus importantes sur sa santé physique et mentale pendant des décennies, avec un risque de stérilité. Même en cas de rémission totale, ces personnes continuent d'être confrontées à une surmortalité pendant des décennies après leur traitement, à cause d'un autre cancer, d'une maladie

cardiovasculaire ou encore d'un diabète.

Le cancer nuit aussi à leur parcours scolaire et professionnel, avec parfois aussi la charge des enfants alors qu'ils sont particulièrement fatigués par les traitements. Les cancers chez les jeunes adultes sont également souvent diagnostiqués plus tardivement, ce qui réduit les chances de survie. Cela est dû à un moins grand suivi médical et à une détection plus tardive par les professionnels de santé qui ne pensent pas toujours à une maladie encore rare à ces âges.

Les cancers précoces proviennent des facteurs de risque traditionnels comme l'alcool, le tabac, l'obésité et la sédentarité, qui se font sentir plus tôt. Aujourd'hui, l'alcool et le tabac se réduisent chez les hommes, mais augmentent pour les femmes, où la consommation de tabac a été historiquement plus tardive. En effet, sa quantité a diminué de 0,5 % par an entre 2010 et 2023 chez les hommes, alors qu'elle a progressé de 4,3 % par an chez les femmes.

Cependant, de nouveaux risques se développent liés à la consommation alimentaire de produits pauvres en fibres, en calcium et riches en viande rouge, l'utilisation de certains additifs dangereux, ou encore l'exposition à des substances nocives pour le microbiote, comme les antibiotiques durant l'enfance ou la grossesse. La pollution est également plus importante, que ce soit dans les aliments, dans l'eau ou dans l'air, comme les pesticides, les perturbateurs endocriniens, les microplastiques ou les polluants atmosphériques. Sans prise de conscience et l'interdiction des substances les plus nocives, les gains d'espérance de vie pourraient se réduire dans les années à venir. ◆



Les cancers infantiles en augmentation

HORIZON SCIENCES PO

- *La Sécurité sociale. Une institution de la démocratie* (2014), Colette Bec

- *Le système français de protection sociale* (2021) Jean-Claude Barbier, Michaël Zemmour, Bruno Théret



Alice TRUEL
Louis ROSSIGNOL

Colette Bec,
La Sécurité sociale. Une institution de la démocratie

PARIS, Gallimard, 2014



Ce livre analyse les logiques qui ont présidé à la création et aux évolutions de la Sécurité sociale. Il analyse l'évolution du projet politique qui a permis sa fonction et les évolutions politiques que révèlent ses transformations. Sans nier l'impact des causes extérieures sur son fonctionnement, cet ouvrage est centré sur l'analyse des valeurs portées par la protection sociale, sur son rôle dans la sauvegarde de la Démocratie.

La Révolution française de 1789, en mettant les Droits de l'Homme au cœur de son projet politique a placé l'individu libre comme source de la légitimité de l'organisation de la société. Or, faire vivre ensemble des individus autonomes n'a rien d'évident : liberté et égalité peuvent entrer en tension. Au début de la IIIème République, le système libéral mis en place au long du XIXème siècle est confronté à une crise économique (dépression) et sociale (pauvreté ouvrière, fortes inégalités entre ceux qui possèdent du capital et les autres). Le libéralisme a développé l'individualisme mais n'a pas compensé l'affaiblissement des liens sociaux traditionnels par la création d'interdépendances suffisantes pour garantir de nouvelles formes de cohésion sociale. Pour garantir la pérennité de la démocratie libérale, il est apparu nécessaire de créer des interdépendances, des obligations réciproques entre citoyens. Ainsi, la construction de l'État social depuis le début de la IIIème République visait à élaborer un niveau de solidarité suffisant pour que les individus puissent réellement exercer leur liberté. En effet, la liberté sans égalité ne permet ni aux individus d'être suffisamment protégés pour être véritablement maîtres de leur destin et donc libres, ni à la société d'être suffisamment juste pour garantir la cohésion sociale. Des systèmes de protection ont progressivement été élaborés, avec une double logique d'assurance et d'assistance. Un système d'assurance est une protection contre les conséquences financières des risques sociaux soumis à condition de cotisation préalable (seuls les cotisants sont protégés). Les plus vulnérables ne peuvent pas bénéficier de cette protection. Un système d'assistance bénéficie à tous ceux qui en ont besoin, sans condition de cotisation préalable. Dès sa création, le système d'assistance est accusé d'engendrer chez les assistés une perte de volonté, une culture de la dépendance, un manque d'envie de travailler, de participer à l'effort collectif. Cette rhétorique est renforcée quand le plein emploi n'est pas atteint et que le nombre de personnes bénéficiant de l'assistance augmente.

La Sécurité Sociale a été créée en 1945 à la Libération suite à la Seconde guerre mondiale. Les gouvernants ont souhaité tirer les leçons des deux guerres et de la grande dépression de 1929. La Sécurité sociale avait pour mission d'organiser la solidarité au sein de la société afin de relier tous les individus, quel que soit leur niveau de vulnérabilité, et ainsi leur fournir les conditions de protection nécessaires pour exercer leur liberté. Elle combine deux objectifs : instaurer plus de sécurité en protégeant contre les conséquences financières des risques sociaux (logique d'assurance) et plus de justice grâce à un système d'aide aux plus démunis (logique d'assistance). Ces deux logiques témoignent de deux visions de la démocratie, qui entrent parfois en tension. Pierre Laroque, l'un des fondateurs de la Sécurité sociale considérait en 1945 qu'il fallait "prolonger en temps de paix la solidarité du temps de guerre". Ainsi, il apparaissait nécessaire de créer une solidarité élargie à l'ensemble de la population, pour que tous les individus soient libres, autonomes et intégrés dans une société plus égalitaire, et ainsi favoriser une véritable unité nationale. Ceci impliquait de ne pas se limiter à une logique d'assurance. L'objectif sous-jacent était de ne pas revenir aux conditions économiques et sociale ayant favorisé la monter du fascisme en Europe et mené à la guerre. La Sécurité sociale s'inscrit donc dans un projet politique de renforcement de la solidarité destiné à favoriser la Démocratie pour sortir durablement du totalitarisme.

À partir de la fin des années 1960 et plus encore suite aux chocs pétroliers de 1973 et 1979, les valeurs de solidarité portées par le projet de la Sécurité sociale ont été mises à mal par des causes conjoncturelles extérieures : vieillissement de la population, ralentissement de la croissance économique, hausse du chômage, transformations du marché du travail etc. qui entraînent un déséquilibre entre ses ressources et ses dépenses. Le système de protection sociale est devenu de plus en plus déficitaire et le taux de prélèvements obligatoire a augmenté. Dans le même temps, l'ouverture internationale des économies met en concurrence les systèmes sociaux. Les cotisations sociales ont été de plus en plus perçues comme des "charges" augmentant le coût du travail et réduisant la compétitivité des entreprises françaises par rapport à l'étranger. Ce contexte économique a favorisé la diffusion de la vision néo-libérale du rôle de l'État. Cette dernière promeut un rôle réduit de l'État, dont l'intervention est perçue comme coûteuse et inefficace. Elle met en avant l'idée que les individus devraient être responsables d'organiser individuellement et librement leur protection via les mécanismes de marché. La tension entre les valeurs de liberté et d'égalité, que la Sécurité sociale devait permettre de combiner en créant de la solidarité, rejaillit. Agir sur les sources des inégalités n'apparaissait dès lors plus comme prioritaire. La rhétorique selon laquelle l'intervention de l'État limiterait la liberté individuelle et créerait une société d'assistés se diffuse : la solidarité nationale passe au second plan. La logique d'assistance fut de plus en plus critiquée tandis que la protection contre les risques par l'assurance, et notamment les assurances privées, était de plus en plus valorisée. Pour Colette Bec, la "crise de la Sécurité sociale" serait antérieure à la crise économique des années 1970 et trouverait son origine dans les valeurs qu'elle porte. Les problèmes rencontrés par la Sécurité sociale refléteraient les problèmes rencontrés par la Démocratie. Autrement dit, au-delà de l'équilibre budgétaire, c'est le projet politique porté par la Sécurité sociale qui doit être interrogé : quel niveau de protection des individus souhaite-t-on assurer à travers la solidarité nationale? Comment garantir la liberté individuelle et en même temps suffisamment d'égalité pour garantir la cohésion de la société? La crise de la Sécurité sociale serait une crise de la solidarité et pas une simple crise de financement.

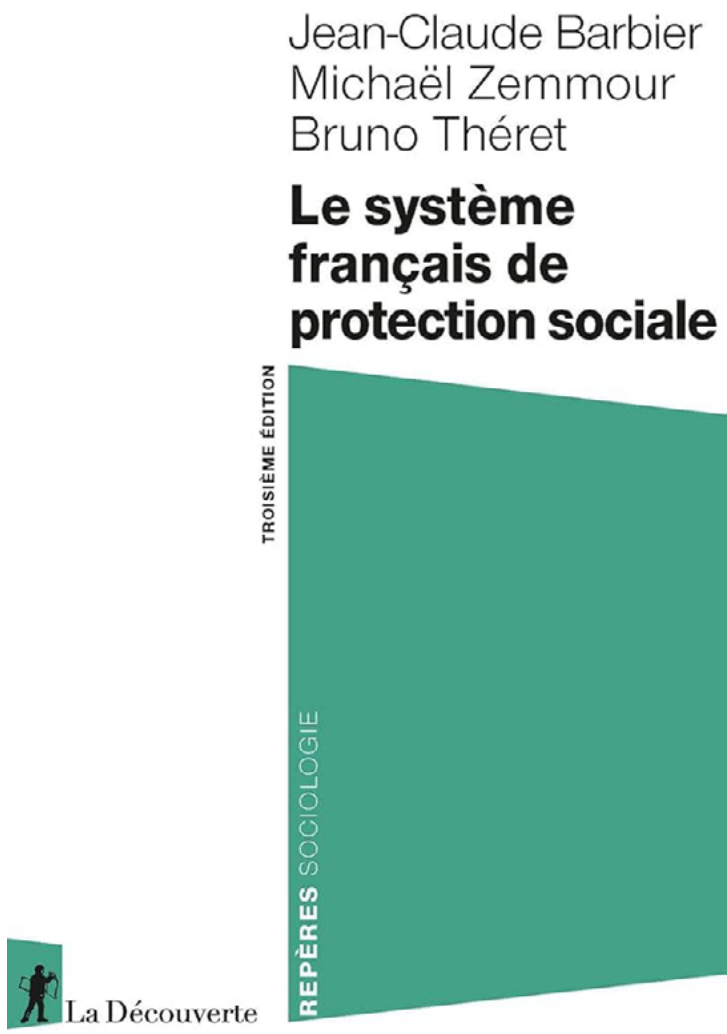
Finalement, le projet politique ayant mené à la fondation de la Sécurité sociale en 1945 était de dépasser les contradictions entre les valeurs de liberté et d'égalité en mettant en place des mécanismes destinés à affranchir les individus des déterminismes sociaux et des aléas de l'existence afin de leur permettre d'exercer leur liberté. Il s'agissait de reconstruire les rapports entre individus et société sur une base d'interdépendance mutuelle, de solidarité. Cependant, trouver un équilibre entre liberté et égalité est source de tensions politiques, de débat, et la manière d'organiser concrètement la solidarité n'a rien d'évident. Faut-il favoriser une protection assurantielle, centrée sur le monde du travail ou les organisations privées, ou une protection solidaire à l'échelle de la Nation dans une logique d'assistance? Ce débat revient à interroger sur le rôle que doit jouer la sécurité sociale dans le système démocratique. Ces controverses sont d'autant plus vives que le contexte économique et social est difficile. Les crises économiques successives que la France a connu depuis les années 1970 ont réduit le projet de solidarisation de la société. Ainsi, la crise de la Sécurité sociale est bien une crise de légitimité de la valeur de solidarité qu'elle tente de mettre en œuvre. ◆

Jean-Claude Barbier, Michaël Zemmour, Bruno Théret,

Le système français de protection sociale (2021)

Cet ouvrage, paru aux éditions La Découverte dans la collection Repères, vise à présenter les dispositifs et enjeux associés à la « protection sociale » en France. Il a été rédigé par le sociologue Jean-Claude Barbier et les économistes Michaël Zemmour et Bruno Théret.

L'introduction revient en premier lieu sur le terme « protection sociale », qui désigne la protection des individus contre les grands risques sociaux que sont la vieillesse, la maladie, la famille, le chômage, la pauvreté et le logement. Les auteurs précisent qu'il convient de parler de « protection sociale » plutôt que de « Sécurité sociale » ou encore de « l'Etat-providence ». En effet, la protection sociale ne comprend pas seulement les administrations publiques que sont l'Etat et la Sécurité sociale mais aussi des acteurs privés, tels que les mutuelles dans le domaine de la santé. De plus, ce système de solidarité joue un rôle protecteur pour les individus mais aussi pour la société dans son ensemble. En protégeant les individus individuellement et en réduisant les inégalités, ce système participe à « faire tenir » la société dans son ensemble.



Le premier chapitre de l'ouvrage expose l'architecture globale du système. Quatre principaux types d'acteurs jouent un rôle en matière de protection sociale :

• Les assurances sociales et autres administrations de la sécurité sociale qui représentent le pilier central du système (536 milliards d'euros de budget en 2018). Il s'agit là de la Sécurité sociale, qui protège contre les risques maladies, la vieillesse, les accidents du travail et la famille. On retrouve également l'Unedic en matière d'assurance chômage.

• L'Etat qui prend en charge des aides et actions sociales (telles que les aides au logement, l'allocation aux adultes handicapés ou encore la prime d'activité).

• Les collectivités locales qui disposent de larges compétences en matière sociale. Les départements sont ainsi chargés, par exemple, du versement du RSA et de l'accompagnement des bénéficiaires.

• Les régimes privés tels que les régimes de mutualité et de la prévoyance (qui assurent un complément de remboursement pour les soins de santé par exemple) ou les associations (qui interviennent notamment dans l'action sociale).

Le système français s'avère relativement complexe dans la mesure où une pluralité d'acteurs entre en jeu pour protéger contre un même risque. Pour comprendre les dynamiques à l'œuvre actuellement, l'ouvrage revient sur la distinction classique opérée entre un système à la « Bismarck » et un système à la « Beveridge ». Le premier, du nom du chancelier allemand Bismarck au XIXème siècle, introduit une protection des cotisants en fournissant des prestations proportionnelles aux salaires (plus le salaire est élevé, plus la contribution est élevée mais plus la prestation sera ensuite élevée) avec un financement fondé sur les salaires (les cotisations sociales). A l'inverse, le système « beveridgien », du nom de Lord Beveridge, auteur du *Plan de sécurité sociale* en 1942, présente un système universel (l'ensemble des citoyens se trouve protégé) mais présentant des prestations minimales (un « filet de sécurité ») financées par l'impôt et gérées par l'Etat. La France s'inscrit plutôt dans la première logique, mais poursuit cependant des « buts beveridgiens » à savoir une protection universelle.

Le deuxième chapitre s'attarde sur les dynamiques économiques de la protection sociale. Il décrit un système français reposant largement sur les cotisations sociales, prélevées sur les salaires. Si les dépenses ont connu un fort accroissement jusqu'au début des années 1980, une logique de maîtrise s'est engagée alors que les besoins progressaient (du fait, par exemple, du vieillissement de la population). Depuis le début des années 2010, une dynamique de reflux des dépenses a été engagée (les dépenses augmentent à un rythme de 2% voire de 1% ce qui fait reculer la part des dépenses dans le PIB si ce dernier augmente plus rapidement). Deux autres transformations de fond sont par ailleurs à l'œuvre ces dernières années. Il s'agit d'une part de « l'étatisation » du système. Alors que le système de protection sociale reposait à l'origine largement sur une gestion par les partenaires sociaux, l'Etat tend à « reprendre la main ». Cela s'observe notamment en matière d'assurance chômage (voir infra). Le corollaire de ce mouvement est l'augmentation du financement par l'impôt (et non par les cotisations sociales). Ces deux dynamiques illustrent finalement la plus grande place accordée à la logique « beveridgienne » ces dernières années. Enfin, le chapitre questionne le niveau de dépenses sociales en France. Il rappelle que, si la France se caractérise bien par un niveau de versements important, ces derniers visent à redistribuer des revenus en vue de réduire les inégalités. Dès lors, si les dépenses sociales reculaient, les inégalités et les dépenses privées (à la charge des ménages) augmenteraient.

Le troisième chapitre revient sur le contexte socio-démographique en France depuis les années 1970. Il aborde dans un premier temps la question du vieillissement de la population et de la natalité. Les dynamiques démographiques

françaises se révèlent être moins inquiétantes que dans d'autres pays, comme l'Italie qui devrait voir sa population décroître. La population française devrait atteindre 76,4 millions d'habitants en 2070. Le vieillissement de la population reste néanmoins une réalité, ce qui soulève des enjeux tant au niveau du financement (dans le cas où la population active diminuerait) que des dépenses (les dépenses de soin et en matière d'autonomie devraient augmenter).

La question spécifique des retraites est approfondie dans le chapitre suivant qui présente le système français de répartition (voir sur ce sujet le cours n°3 sur Tremplin). L'ouvrage rappelle qu'il a ainsi permis de « mettre en sécurité sociale un cinquième de la population ». Cette réussite sociale s'accompagne cependant d'enjeux plus économiques. Depuis la fin des années 1980, les réformes se sont multipliées pour « maîtriser » les dépenses. On nomme « réformes paramétriques » celles qui visent à agir sur les durées de cotisations, l'âge de départ ou le niveau des pensions. La dernière réforme des retraites[1], portant notamment à 64 ans l'âge légal de départ, s'inscrit dans cette logique. Ce type de réforme doit permettre à la fois d'augmenter les recettes (les individus cotisant plus longtemps) et diminuer les dépenses, puisque les individus restent moins longtemps à la retraite et parce que certains individus n'ont pas ouvert tous leurs droits. En 2021, le projet de réforme des retraites - qui ne fut finalement pas adopté - était, elle, d'ordre « systémique » puisqu'elle visait à modifier sa philosophie. Il s'agissait en effet d'un système plus individualisé dans lequel chaque individu « cagnottait » des points durant sa carrière professionnelle, la retraite obtenue variant alors en fonction du nombre de points accumulés ainsi que de la valeur du point, fixé par l'Etat et potentiellement fluctuant.

Le cinquième chapitre traite des dépenses de santé qui constituent le deuxième poste dans le budget de la Sécurité sociale. Le système est aujourd'hui largement universel alors qu'il ne concernait à l'origine que les salariés. La réforme de 2016 illustre cette logique d'universalisation avec la création de la Protection Universelle maladie (Puma) qui consacre le fait que toute personne travaillant ou résidant en France est affiliée de droit à l'assurance maladie obligatoire. Les auteurs soulignent que le système exclut cependant encore les personnes en situation irrégulière. Ces dernières années ont été marquées par la volonté de contenir les dépenses, par exemple en augmentant la part non remboursée par l'assurance maladie. Ces évolutions ont permis le développement des acteurs privés en matière de remboursement complémentaire. Cette assurance complémentaire est obligatoire et prise en charge par les entreprises depuis 2016, tandis que la souscription se fait individuellement pour les fonctionnaires, les inactifs ou encore les indépendants. Le développement de la part complémentaire prise en charge par le secteur privé peut cependant accroître les inégalités dans la mesure où les remboursements varient largement en fonction des types de contrats (les plus protecteurs étant les plus onéreux).

Evoquons pour terminer le chapitre 6 qui présente le système de protection contre le chômage et les politiques de l'emploi. Le marché de l'emploi a été affecté depuis le début des années 1970 par la montée du chômage (le chômage de masse devenant presque structurel) et des emplois précaires. Si les allocations chômage étaient relativement généreuses lors de la création de l'Unedic en 1958, on remarque une tendance à la dégradation de la couverture. Celle-ci est à la fois justifiée par des logiques budgétaires mais aussi idéologiques en faisant de l'assurance chômage l'une des causes possibles du chômage, les chômeurs n'étant pas assez incités à retrouver un emploi. Les dernières réformes répondent finalement aux mêmes logiques que celles évoquées précédemment : réduction des dépenses, logique d'étatisation (l'Etat pilote le système, se substituant aux partenaires sociaux) et financement par l'impôt. En outre, des dispositifs de minimas sociaux se sont développés depuis les années 1980 afin de répondre à « l'exclusion » croissante du marché de l'emploi. C'est ainsi que fut créé le RMI en 1988, devenu RSA en 2008. Si le RMI fut « un grand succès en comblant un trou dans la protection sociale à l'époque », les réformes successives depuis le RSA sont plus sévèrement jugées par les auteurs qui soulignent la multiplication des dispositifs de contrôle et de sanctions contre ses bénéficiaires.

En définitive, l'ouvrage se révèle être très complet sur les différents dispositifs en matière de protection sociale. Sa lecture sera réservée à celles et ceux qui voudront obtenir un tableau plus complet et exhaustif que celui offert par les Cours n°2 et n°3 de Tremplin. Au-delà de la description des dispositifs, on retiendra les grandes évolutions récentes qui concernent les différents mécanismes de protection, à savoir une plus grande universalité, mais aussi une logique d'étatisation ainsi qu'une volonté de réduction des dépenses, ce qui n'est pas sans risque en matière d'accroissement des inégalités. ◆

1. Votée après la parution de l'ouvrage

